

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Documents sur le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste : Discours de clôture de G. Zinoviev sur le Rapport de l'Exécutif (A suivre). — La question agraire en France (J. Castel). — Programme d'action agraire adopté au 4^e Congrès mondial. — Le bilan de la France (Georges Lévy). — Le Dollar contre la Baïonnette (K. Radek). —

La question nationale et la guerre (D. Manouïlsky). — Pour l'unité syndicale internationale (A. Losovsky). — La situation du Parti communiste en Espagne (R. Merino Gracia). — Sur la Guerre impérialiste de 1914 (H. Guillebeaux). — L'impuissance des intellectuels (Victor Serge).

Documents sur le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste

Discours de clôture de G. Zinoviev sur le rapport de l'Exécutif (26 juin 1924)

La discussion sur l'activité de l'Exécutif et les problèmes actuels

Certains camarades estiment que c'était une faute de discuter en même temps la tactique future de l'Exécutif et son activité passée. Il se peut qu'il y ait là vraiment une certaine incommodité, à éviter dans les Congrès suivants. Personnellement, je ne m'y opposerai pas. Cependant, suivies par l'Exécutif, la tactique et la ligne générale sont inséparables de la tactique que l'on fixe pour l'avenir. Si nos Congrès ont préféré mener la discussion comme ils l'ont fait jusqu'ici, c'est pour économiser le temps et non pour d'autres raisons.

J'estime qu'outre une résolution détaillée sur l'activité de l'Exécutif, nous devons encore adopter des thèses sur les questions générales de tactique. Nous ferons ce travail après la discussion dans la Commission politique.

Les débats ont été plus considérables que jamais : 62 orateurs ont pris la parole, sans compter les déclarations. Beaucoup de discours nous ont fourni une documentation précieuse sur la situation dans les divers pays. Je ne peux naturellement pas m'arrêter sur tous les discours et je concentrerai mon attention sur l'essentiel. Je tâcherai en premier lieu de revenir sur les points que je n'avais pas assez éclairés dans mon rapport, assez long pourtant. Les longs rapports s'expliquent non par un excès de loquacité, mais par l'envergure du sujet, qui embrasse 50 à 60 partis et, en outre, la ligne de conduite pour l'avenir.

L'économie mondiale

Je m'arrêterai tout d'abord encore une fois sur l'analyse de l'économie mondiale. J'ai déjà déclaré que je suis d'accord en général avec la brochure et

les thèses de Varga. Naturellement, il faut y faire des retouches et personne, sans doute, n'objectera rien contre un remaniement des thèses dans la Commission. Mais je pense, camarades, que nous devons d'abord nous demander si les traits généraux sont justes. Dans la revue *Die Internationale*, publiée par notre Parti frère d'Allemagne, nous lisons par exemple ceci, du camarade K. S. :

« En réalité, le III^e Congrès a substitué à une perspective claire de révolution mondiale, un schéma économique qui, dans le détail comme dans la méthode, signifie un grand pas en arrière. »

Mais, camarades, que voulons-nous vraiment : un schéma ou une révolution ? Il semblerait que certains publicistes estiment que le principal est le schéma. Le schéma, le III^e Congrès l'a établi absolument correct. Les événements ont déjà montré sa justesse. Ils n'ont pas été plus vite qu'il ne le présumait. Mais que nous donnerait un schéma fort avantageux pour nous et fort désavantageux pour la bourgeoisie, s'il ne correspond pas à la réalité ? Il eut été très facile de rédiger un schéma disant que nous devons, dans un ou deux ans, assister à la débâcle du capitalisme, mais à quoi bon ?

Durant cette période, nous avons beaucoup appris et ceci, entre autres, qu'il faut manier avec prudence les mots « naufrage du capitalisme ». Le naufrage du capitalisme est fatal, le capitalisme est condamné, mais il faut voir les choses comme elles sont et tenir compte de la notion du temps.

Vous connaissez la façon dont Dengel apprécie le rapport de Varga. Il est vrai qu'après la déclaration de la délégation allemande ce jugement particulier n'a plus qu'une importance secondaire. Mais il convient tout de même de s'entendre, même avec des camarades isolés et surtout avec

des camarades aussi précieux que Dengel, sur le fond du débat. D'ailleurs, Kreibich, qui est d'une autre nuance politique, apprécie le rapport de Varga de la même façon que Dengel.

Dengel estime que ce n'est pas fortuitement que Radek et d'autres camarades de la droite — je ne me rappelle plus au juste qui — se solidarisent avec Varga. Il me semble que c'est là être victime d'une ruse de guerre de Radek.

Vous avez sans doute remarqué que Radek cherche partout le faible de la gauche et tâche de l'exploiter. Ainsi avec le rapport de Varga. Les sentiments d'un révolutionnaire et surtout d'un révolutionnaire allemand sont très compréhensibles. Dengel aurait voulu que nos économistes établissent un plan précis et clair : le capitalisme va s'effondrer, la Révolution est imminente. Il faut l'attendre aujourd'hui plutôt que demain. Cet état d'esprit est compréhensible surtout après la défaite d'octobre, après qu'on est parvenu à secouer le joug de la droite. On éprouve un véritable désir de lutter, les poings se serrent d'eux-mêmes, et l'on veut que les théoriciens fassent du bon travail, qu'ils démontrent que la Révolution est pour demain.

Mais, camarades, nous voulons vaincre et non pas menacer du poing ; or, pour cela, il faut voir les choses comme elles sont.

Varga devait nous dépeindre la situation économique du monde et non pas seulement de l'Allemagne. L'Allemagne est un pays fort important pour la Révolution, mais, comme on l'a indiqué fort justement, les pays anglo-saxons, l'Angleterre surtout, ont aussi de l'importance. C'est Marx qui a dit une fois : « La Révolution sans l'Angleterre est une tempête dans un verre d'eau. » D'ailleurs, même en Allemagne, malgré de multiples symptômes de décadence et de putréfaction du capitalisme, il y a aussi certains symptômes de consolidation. Chaque ouvrier le sent à son usine. Il n'y a aucune nécessité pour nous d'affirmer ce qui n'est pas. Enfin, en général, il existe des questions auxquelles il n'est pas facile de répondre d'emblée oui ou non. Or, le sens de bien des articles et de bien des discours se réduit à ceci : Oui oui, non non, et rien de plus.

La situation est complexe, et ce n'est pas la faute de Varga si nous y constatons certains signes favorables au capitalisme. C'est regrettable, mais c'est ainsi.

Le « pacifisme » de Varga

On a dit ici que Varga a fait preuve de « déviations pacifistes ». Si l'on en juge d'après son physique, cela est peut-être bien vrai. (Rires.) Il vient de le montrer ; à sa place, je n'aurais pas été si « pacifiste » à l'égard de Dengel. (Rires.) Cependant, j'estime juste le tableau qu'il a scientifiquement tracé.

Les travaux économiques qu'il donne à l'Internationale, ses rapports trimestriels sont des documents excellents. Je ne connais rien de meilleur parmi les publications économiques de tous les pays. J'estime que nous avons tous beaucoup à apprendre de Varga, moi aussi, le camarade K. S. aussi.

Faire l'analyse de la situation économique internationale est chose difficile et complexe. La situation est fort embrouillée, et on ne peut l'apprécier sur des données subjectives. Varga conclut ainsi : dans presque tout le globe règne la crise agricole ;

en Amérique commence une crise industrielle ; en Europe, la crise ne s'est atténuée dans certains pays qu'au détriment d'autres ; la condition de la classe ouvrière empire, non seulement d'une façon relative, mais aussi d'une façon absolue, et les antagonismes de classe s'exacerbent.

Peut-on qualifier cela de pacifisme ? Varga estime justement que dans une telle situation économique un facteur subjectif peut jouer le rôle décisif, et que ce facteur est le degré d'organisation du prolétariat, sa volonté de prendre le pouvoir et d'affronter la lutte, enfin la force des Partis communistes. C'est loin d'être du pacifisme. La situation objective peut être aussi révolutionnaire qu'on veut, mais si la volonté de prendre le pouvoir fait défaut, si les masses opprimées n'ont pas assez d'expériences du combat, s'il n'y a pas de parti il n'en sortira rien.

Il n'est pas à regretter qu'il se soit produit ici un petit intermède ; mais il est mieux que Dengel n'insiste pas sur les exagérations auxquelles il est arrivé avec les meilleures intentions du monde. Il faut du sang-froid. Que serait-il arrivé si nous avions décidé au III^e Congrès : le capitalisme en est à son dernier soupir, et si au IV^e, au V^e, nous avions vu le capitalisme se maintenir encore assez solidement dans pas mal de pays ? Il est peu probable que cela eût contribué à relever notre prestige parmi les membres de nos partis, sans parler des ouvriers sympathisants.

Les deux perspectives du capitalisme

Deux perspectives sont possibles. Le capitalisme peut encore végéter durant une période relativement longue, sans vivre véritablement, mais aussi sans mourir. Ou bien les événements iront beaucoup plus vite, le capitalisme s'effondrera beaucoup plus tôt dans certains pays importants, et dégènera plus vite dans les autres. Pour l'histoire, il est évident que le capitalisme n'a plus longtemps à vivre, mais dans la vie d'un homme, 5, 10, 20 ans, c'est beaucoup.

L'Internationale Communiste, qui organise la Révolution mondiale, doit adapter sa tactique à ces deux éventualités. Si c'est la meilleure qui se produit, si le rythme de la débâcle du capitalisme s'accélère, tant mieux. Mais il ne faudrait pas établir notre tactique exclusivement sur la perspective la plus avantageuse. C'est vrai pour chaque pays, et plus encore pour l'ensemble des pays. Il existe dans la gauche allemande des camarades fort influents qui prennent en considération la possibilité d'un dénouement lent, qui durera une dizaine d'années. J'espère qu'il n'en sera pas ainsi. Mais il n'y a aucune raison d'attaquer Varga lorsqu'il fait preuve de circonspection dans l'analyse de l'économie mondiale.

En somme, j'estime que ses thèses sont justes. On peut seulement acquiescer au désir de la délégation allemande, et décrire plus complètement les perspectives révolutionnaires, surtout pour l'Allemagne. Il faut examiner les thèses à la Commission. En général, je recommanderai, surtout aux jeunes camarades, de les étudier sérieusement. On ne peut pas, sans produire un seul fait ni un seul chiffre contre l'analyse de Varga, affirmer qu'il a fait preuve de « déviations pacifistes » seulement parce qu'il a un physique « pacifiste ». En économie plus que nulle part ailleurs, nous devons approfondir et être prudents dans nos déductions.

La situation politique et l'ère « démocratico-pacifiste »

J'aimerais faire maintenant quelques additions à mon rapport quant à la situation politique internationale. J'ai constaté que le fascisme et la réaction bourgeoise ont atteint leur apogée pendant notre IV^e Congrès, mais que nous avions déjà prévu une nouvelle ère, « démocratique » et « pacifiste ».

Cette prédiction s'est justifiée ; mais la nouvelle période ne sera pas de longue durée. Dans bien des pays, la situation s'aggravera de nouveau, l'état de siège sera rétabli, le fascisme reprendra des forces.

Pendant la guerre impérialiste, la situation était extrêmement tendue et l'état de siège était décrit presque partout. Vers la fin de la guerre, nous voyons déjà un certain épanouissement de la « démocratie », des révolutions bourgeoises démocratiques. Puis très vite arrive une période de fascisme, une formidable réaction bourgeoise dans presque tous les pays décisifs. Il ne s'est pas trouvé de Parti communiste à même de mener la classe ouvrière au combat et d'abattre la bourgeoisie. Enfin, voici une nouvelle vague de démocratie et de pacifisme.

Messieurs les social-démocrates considèrent ce phénomène d'une façon simpliste : état de siège — démocratie — état de siège — démocratie — état de siège — démocratie — et ainsi de suite à l'infini. Mais il n'en est pas du tout ainsi.

La crise du régime fasciste en Italie

Voyez par exemple l'Italie. Il est peut-être exagéré de dire qu'il s'y élève une nouvelle vague révolutionnaire, que des grèves générales éclatent, etc... (la presse n'a pas encore publié de données exactes après l'assassinat de Matteotti), mais il est indéniable que la situation a changé. Un exemple : l'organe communiste « Unità » a paru deux fois de suite avec une grande manchette « A bas le gouvernement des assassins ! » et Mussolini ne l'a pas interdit. C'est un symptôme évident de l'approche d'une ère nouvelle. Mussolini déclare qu'il n'a pas l'intention pour le moment de donner sa démission, mais si cette question se pose déjà, c'est que les temps ont changé. Nous assistons à la première crise intérieure considérable et profonde du régime fasciste. Si vraiment la démocratie bourgeoise triomphe de nouveau, cette « démocratie » ne sera plus celle de 1920. Le Parti Socialiste était alors puissant, la classe ouvrière se sentait libre et la démocratie bourgeoise florissait : les ouvriers n'en comprenaient pas le caractère, le Parti Socialiste était imbu d'illusions démocratiques, on était politiquement naïf. Est-ce que cette situation reviendra telle quelle, si le régime fasciste est renversé ? Jamais de la vie ! La classe ouvrière est autre. Elle a perdu ses illusions, elle les a payées assez cher. Elle s'est enrichie d'expérience politique.

Il n'est donc pas vrai, comme le prétendent les social-démocrates, et aussi, il faut l'avouer, quelques communistes, que nous ayons un tableau comme celui-ci : d'abord la démocratie, ensuite le fascisme, et maintenant la « dictature du prolétariat ». Cela peut être, mais cela peut aussi ne pas être. Il se peut que le régime Mussolini soit supplanté non pas par la dictature du prolétariat, mais par une nouvelle « démocratie », qui ne res-

semblerait pas à celle de 1920 et sous laquelle se préparera la dictature du prolétariat.

La situation est loin d'être simple. On ne peut pas la résumer par une formule : D, démocratie ; F, facisme ; R, révolution, comme chez Marx : marchandises, argent, marchandises. Là aussi peut s'accumuler une « plus-value » tout à fait spéciale : l'expérience politique de la classe ouvrière. Si une « ère de démocratie » commence en Italie, la classe ouvrière y entrera trempée et enrichie. Le rôle de notre Parti sera tout autre, la situation étant toute différente.

L'ère démocratico-pacifiste durera-t-elle longtemps ?

Combien durera cette ère démocratico-pacifiste ? On ne peut le dire avec exactitude, mais, dans la mesure où on peut faire des pronostics, elle sera de courte durée, même en France, le pays par excellence de la démocratie bourgeoise. Le Bloc des Gauches s'y usera beaucoup plus vite qu'on ne le suppose. Sa situation est fort instable : il n'a eu que 300.000 voix de majorité (le Bloc National, avec toutes ses nuances, a reçu 3.600.000 voix et le Bloc des Gauches 3.900.000). Herriot a commencé son activité ministérielle en nommant 6 ministres qui ont fait partie du Cabinet Poincaré, et en conservant presque intacte l'orientation de la politique extérieure. Le Bloc des Gauches a fait de grandes promesses à la classe ouvrière et il ne peut en tenir aucune. On peut donc supposer que l'ère démocratique et pacifiste finira en France dans assez peu de temps. Si la classe ouvrière et son Parti communiste sont faibles, ce sera le fascisme.

Combien de temps Herriot restera-t-il à son poste, et quand Doriot viendra-t-il le relever ? (Approbatons et rires.) On ne peut pas le dire. Mais il est une chose que l'on peut affirmer, c'est que la tendance de l'évolution va de Herriot à Doriot. Le bloc des gauches se désagrège plus vite que nous ne le pensions, il va être rapidement dégonflé.

Quelle signification a cette ère pacifiste et démocratique pour le capitalisme ? Signale-t-elle le renforcement de la bourgeoisie, ou au contraire la désagrégation du capitalisme ? C'est évidemment la seconde hypothèse qui est juste. Les événements marchent assez rapidement, quoique nous ne le remarquions pas toujours. Vous vous souvenez des crises que la bourgeoisie traversa avant la guerre : l'affaire Dreyfus sembla une crise colossale du régime, de même encore la lutte contre le système électoral à trois degrés en Prusse. Mais qu'était-ce en comparaison de ce que nous voyons ? Lorsque, par exemple, il y eut en Belgique, avant la guerre, une grève pour le suffrage universel, Rosa Luxembourg écrivit des études sur cet événement. Comparez cela avec ce qui se passe maintenant presque quotidiennement : l'assassinat de Matteotti, l'occupation de la Ruhr, l'assassinat de Rathenau, les insurrections de Bulgarie, de Hambourg et de Cracovie, le bloc des gauches en France, le « gouvernement ouvrier » en Angleterre et au Danemark, d'immenses vagues de grèves, le mouvement révolutionnaire d'Orient, etc... s'il se produit une grève de 500.000 ouvriers, nous lui consacrons 20 lignes et nous passons. Cela ne prouve-t-il pas les progrès formidables de la lutte de classe et la rapidité avec laquelle nous allons vers la victoire ?

Les crétiens social-démocrates pensent que les temps bénis sont arrivés où l'on pourra enfin respirer à l'aise et se dire que le capitalisme est

consolidé. Ils ne soupçonnent même pas que l'ère démocratico-pacifiste est l'expression, le symptôme d'une lutte de classe inouïe. Elle est la meilleure preuve que le capitalisme ne peut plus régner avec les vieilles méthodes, et en même temps elle ébranle encore plus le capitalisme déjà bousculé par la guerre.

Nombreux sont les social-démocrates qui croient qu'en nous revenant encore une fois, la belle dame qu'est la démocratie est intacte et même n'a fait que rajeunir et embellir. Ils ne comprennent pas que chaque changement modifie profondément les sentiments des travailleurs. Cette ère nouvelle n'est pas un simple épisode de l'histoire du parlementarisme. Pour le peuple, elle est liée à sa situation économique et à toute sa vie. Si la bourgeoisie, d'accord avec la social-démocratie, fait la pendule, de la rive droite du fascisme à la rive « gauche » de la démocratie et inversement, ces oscillations ébranlent de plus en plus le capitalisme et bolchévisent les masses. Ainsi s'effectue la préparation de la révolution prolétarienne.

Il est trop clair que l'ère démocratico-pacifiste ne démontre en aucune façon l'avènement des temps heureux où toutes les questions seront tranchées pacifiquement et sans douleur par la démocratie parlementaire. Elle est le corollaire de la ruine du capitalisme.

Dans le domaine politique les symptômes sont quelquefois plus précis, plus nets et plus sensibles que dans le domaine économique. L'économie est la base de tout, mais avant que tel ou tel processus mûrisse et se manifeste dans sa totalité, au moment où un changement ne fait que s'amorcer, les symptômes politiques sont parfois plus caractéristiques.

Je le répète, *l'ère démocratico-pacifiste est l'indice du délabrement du capitalisme, de son déclin et de sa crise irrémédiable. Tout ce que font Mussolini et Poincaré d'un côté, Macdonald et Herriot de l'autre profite à la révolution prolétarienne. Qu'ils empruntent la voie de la « démocratie » ou celle du fascisme, peu importe. Ils apportent tous de l'eau au moulin de la révolution prolétarienne. L'un et l'autre régime nous coûtent très cher. L'un et l'autre exigent d'énormes sacrifices de la classe ouvrière, mais l'un et l'autre nous rapprochent de la révolution prolétarienne.*

Le chapitre de l'histoire où nous en sommes est celui de la décomposition du capitalisme. La social-démocratie essaye de sauver la bourgeoisie.

Le gouvernement « ouvrier » de Macdonald, objectivement contre-révolutionnaire, jouera finalement un rôle négatif non pour nous, mais pour la bourgeoisie. Lénine a eu mille fois raison de dire au II^e Congrès qu'en Angleterre le pouvoir allait passer à un gouvernement ouvrier et que ce gouvernement ouvrier, les communistes devraient le soutenir, mais à la façon dont la corde soutient le pendu. Lorsque la bourgeoisie la plus intelligente du monde en appelle à son menchevisme, c'est bien la preuve qu'elle ne peut plus régner avec les anciennes méthodes. A coup sûr il serait faux de parler d'un parti menchevick comme d'un parti authentiquement ouvrier ; c'est un parti ouvrier non-révolutionnaire. Cependant le menchevisme est bien souvent un animal dont l'œil droit regarde à droite, et l'œil gauche à gauche. Il peut, quand bien même cela contredirait ses désirs, contribuer à saper et à ébranler la bourgeoisie.

Nous devons considérer la situation très froidement. Il nous faut en partie modifier notre agita-

tion, puisque nous traversons une nouvelle ère, démocratico-pacifiste. Il nous faut expliquer à la classe ouvrière du monde entier ce que signifie cette ère. Il nous faut lui faire comprendre qu'elle ne peut être durable, qu'elle est une nouvelle imposture de la social-démocratie. Nous sommes la seule force qui ne soit pas aveuglée par ce gouvernement « ouvrier », par cette « démocratie », par ce « pacifisme ». Précisément pour cela nous devons découvrir et révéler tous les traits par lesquels le régime actuel de la bourgeoisie se distingue de son régime ancien.

Communisme et paysans

Je voudrais parler d'un problème que la discussion a touché assez peu. C'est le problème paysan. C'est un mauvais signe que ce problème n'ait presque pas été abordé dans une discussion à laquelle ont pris part 62 orateurs. J'ai bien peur qu'ici encore tout le monde soit du même avis, que tout le monde acquiesce, et qu'après tout reste comme devant. Cela serait extrêmement dangereux, non seulement pour les pays agricoles, mais aussi pour les pays industriels.

Le *Vorwaerts* du 19 juin, dans un article intitulé *Midi moins cinq*, rapporte que le Dr Schlittenbauer, député populiste au Landtag bavarois, a fait à ce parlement la déclaration suivante (je cite textuellement) :

« La crise est loin d'être surmontée. Dans un lointain sombre et confus nous attendent non seulement le communisme, mais aussi la révolution sociale paysanne. Si la politique actuelle du gouvernement et du Reichstag à l'égard des paysans se prolonge ne fût-ce que six mois encore, le danger sera imminent. Telle est la logique irrévocable des événements, car la situation présente est insupportable, elle ruine l'agriculture avec une rapidité vertigineuse. Lorsque le joug sera devenu impossible à souffrir, lorsque la position économique sera définitivement ébranlée, l'explosion se produira : ce sera la révolution paysanne. N'oubliez pas que cette révolution sera radicale, cruelle, terrible. L'histoire vous apprend que la révolution paysanne, c'est le feu, les incendies et les gibets ployant sous les corps. Cette révolution, il faut la prévenir : c'est le moment ou jamais ; midi sonne à l'horloge. »

Eh bien ! si je ne savais rien de l'Allemagne que ce que dit ce bourgeois, ses seules paroles me prouveraient que la situation est critique, bien qu'il n'y ait pas parmi les paysans beaucoup de révolutionnaires conscients et que nous ayons précisément à conquérir certains éléments paysans et à neutraliser les autres. Le docteur Schlittenbauer a parfaitement raison de dire que la révolution paysanne est d'ordinaire radicale et cruelle, qu'il y aura beaucoup de sang versé et d'incendies et Dieu sait quoi encore ! La question ne saurait être négligée. Elle n'est pas secondaire, elle est inséparable de la dictature du prolétariat.

J'ai lu que les fascistes allemands ont élaboré pour les paysans un *Programme d'action*, programme démagogique, assez habilement conçu. Qu'est-ce que cela veut dire ? Il se trouvera peut-être dans notre extrême gauche quelqu'un pour penser : « Nous sommes les partisans de la dictature du prolétariat, la question paysanne ne nous touche pas ». Ou bien : « Nous formerons une commission paysanne auprès du C.C. » pour écrire des thèses que personne, hélas ! ne lira. En attendant que le parti contre-révolutionnaire d'Averescu en Roumanie a dernièrement convoqué un congrès

auquel ont participé 10.000 paysans. Ce sont des paysans riches probablement. Il n'en reste pas moins que ce chiffre de 10.000 est imposant. Les partis bourgeois de Pologne convoquent à Varsovie des congrès paysans avec un grand nombre de délégués. Le Landtag bavarois envisage une menace imminente de révolution paysanne. Tout cela ne signifie-t-il pas que la question paysanne est une des plus importantes, et cela non seulement dans les pays agricoles, mais aussi dans les pays industriels, où, comme en Allemagne, les circonstances sont favorables à la révolution ?

Il faut prendre des mesures révolutionnaires. Assez de thèses, assez répétée la bourde social-démocrate selon laquelle nous n'avons que faire des paysans. Parfaitement, tant que nous restons un parti corporatif, nous n'avons pas à nous préoccuper des paysans. Mais si réellement nous voulons obtenir l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, nous devons porter les semences de notre propagande au sein de la population paysanne.

Les communistes jouissent actuellement d'un grand crédit parmi les ouvriers allemands. Nous sommes suivis par un grand nombre d'usines. Agissons comme nous l'avons fait en Russie : dès que nous apercevions que les ouvriers d'une fabrique sympathisaient avec nous, nous les réunissions et nous leur disions : parlez en notre faveur parmi les paysans.

Choisissez parmi vous 25 gaillards et envoyez les faire de la propagande parmi les paysans d'une province. Il faut de l'argent ? Le parti n'en a pas. Faites une collecte parmi vous, formez des groupes comprenant 5 communistes et 20 sans-parti, et envoyez-les pour un ou deux mois dans les campagnes, nous entretiendrons leurs familles jusqu'à leur retour. Ainsi faisons-nous. Nos meilleurs agitateurs étaient les femmes. Les ouvriers écrivaient au village, envoyaient des tracts, des journaux, des messagers. Chacun de leurs congrès était mis à profit, car ils savaient que le Parti communiste estime la propagande dans les campagnes. Imaginez maintenant que le parti allemand fasse de même. Il jouit de l'assentiment général de la classe ouvrière et possède quantité d'adhérents dans nombre d'entreprises. S'il s'en occupe vraiment, s'il fait participer à ce travail non seulement les communistes, mais aussi des sans-parti avec l'aide des Comités d'usines, il ne se passera pas plus de quelques mois que déjà des résultats indubitables seront à enregistrer. Les femmes ne manqueront pas non plus de nous venir en aide. Cette propagande parmi les paysans nous aidera à son tour à pénétrer les armées. Il ne faut pas être conservateurs. Il faut tâter le terrain, trouver de nouvelles formes d'agitation, surtout ne pas oublier que la moitié de l'armée est formée de paysans.

Si ce que le député bavarois a dit est vrai. Si l'horloge marque midi moins 5, si les paysans sont dans une telle fermentation, cela doit se répercuter dans l'armée, où, à côté de beaucoup d'officiers gentilhommes, il y a encore plus de fils de paysans. Qui a toujours réprimé les mouvements révolutionnaires ? Qui nous a brisés en 1905 ? Qui a détruit la république soviétiste de Bavière et écrasé tant d'autres soulèvements en Allemagne après 1918 ? Avant tout les fils de paysans.

Ainsi donc, camarades, voilà un des problèmes essentiels qui se pose devant l'Internationale. Préoccupons-nous moins de savoir ce qu'a dit Radek au III^e ou au IV^e Congrès et un peu plus de

trancher cette question primordiale dans un esprit réellement nouveau, en concentrant sur elle notre volonté révolutionnaire. Les thèses sont bonnes, mais il ne suffit pas de les écrire, il faut hausser à leur niveau les masses ouvrières et paysannes.

Cela est surtout vrai pour les pays agricoles et semi-agricoles. Notre Parti, même dans ces pays, ne sait pas aborder les paysans. Certains ignorent même combien il y a de paysans dans leur pays et quelle est leur condition. Que diriez-vous du voyageur qui oublierait seulement de s'enquérir de la distance et des obstacles ? Il en est de même du Parti communiste qui veut vaincre et conquérir le socialisme, mais ignore un détail : de quoi se compose la population, quelle est la proportion de paysans, quelle est leur situation économique, quels sont leurs désirs.

Que diriez-vous d'un chirurgien qui se préparerait à opérer son patient et qui aurait oublié d'ausculter son cœur ? Cependant vous voulez effectuer une opération chirurgicale très importante, vaincre la bourgeoisie, et vous oubliez de vous enquérir de la situation dans les pays agricoles et des éléments de la population qui y sont en majorité !

Bref, j'estime qu'il est moins utile de poursuivre les tendances pacifistes de Varga que de mettre au premier plan l'essentiel, ce sans quoi nous ne sommes pas un Parti communiste capable de remporter la victoire.

La tactique

J'en viens aux questions de tactique. Il a été dit ici (ce sont les premières paroles de Radek contre nous) que nous prétendons réviser la tactique du front unique élaborée par le IV^e Congrès. Après Radek, cela a été répété par d'autres camarades et aussi, à mon immense regret, par Clara Zetkin, dont j'attendais mieux. Camarades, après le IV^e Congrès nous en aurons un cinquième, après le V^e un VI^e et ainsi de suite.

Les décisions élaborées par un Congrès doivent, s'il le faut, être corrigées et modifiées par le suivant, car autrement on pourrait se passer de le convoquer. Modifier ou compléter telle ou telle partie d'une résolution, ce n'est pas réviser et liquider toute une tactique.

Camarades, vous comprenez l'arrière-gout spécifique de ce reproche à un Congrès qui doit travailler pour la première fois sans Lénine et après des crises graves dans nos diverses sections. Vous concevez l'arrière-pensée de cette imputation : réviser les décisions du III^e et du IV^e Congrès ? Mais, camarades, ce n'est pas nous qui entreprenons cette révision, c'est Radek et la droite. La droite se démasque. Elle accuse pour ne pas être accusée.

Les déviations de droite de Radek

Radek a dit que je prétendais avoir été « dévoyé » par lui. Il l'a affirmé plus d'une fois et la camarade Clara Zetkin avec lui. Je le regrette, car j'attendais d'elle autre chose qu'une simple répétition des paroles de Radek. Clara Zetkin dit : pourquoi pendant 4 ou 5 ans l'Exécutif a suivi Radek et puis tout à coup maintenant il l'a rélégué dans la droite ? Il ne lui est pas venu à l'idée que les choses aient pu être un peu différentes : ce n'est pas l'Exécutif qui a suivi Radek, mais Radek qui a suivi l'Exécutif (*Approbattons*), ce qui était très louable de sa part. Il me semble que

ce n'est pas difficile à voir. Je cite à l'appui certains faits. C'est indispensable, car la question de savoir quel est le « dévoyé », qui a suivi et qui a été le suivi présente une importance politique.

Comme vous le savez, ordinairement les dissentiments s'accroissent peu à peu et ce n'est qu'à la fin que, la quantité se transformant en qualité, « brusquement » deux tendances opposées s'accusent. Cela dure quelquefois assez longtemps. Or, un calcul rapide me permet de relever une dizaine de dissentiments entre Radek et nous au cours de ces quelques années de travail en commun dans l'Internationale.

Le premier assez grave et sérieux, s'est marqué au II^e Congrès mondial. L'objet en était Paul Lévy, et notre attitude à l'égard de la droite et de la gauche. Certains camarades se rappellent peut-être le discours que j'ai prononcé à l'Exécutif et dans lequel je disais : Nous combattons impitoyablement la droite. Il s'agissait alors de Crispin, Dittman et autres qui nous assiégeaient pour entrer dans l'Internationale. Je déclarai que nous combattrions ces messieurs comme des ennemis de classe. Pour ce qui est des syndicalistes de gauche, de l'extrême gauche, ils étaient alors très populaires. Ils renfermaient d'ailleurs des éléments ouvriers honnêtes et révolutionnaires. Leurs idées étaient assez confuses, mais je les considérais comme des camarades de combat. En tout cas ils n'étaient pas nos ennemis de classe. Lévy jugeait que l'I.C. ne devait accepter que les « vrais communistes », pour rien au monde les syndicalistes-révolutionnaires. La question du Parti communiste ouvrier en Allemagne se posait aussi avec acuité : j'étais d'avis que nous devions l'accepter en qualité de parti sympathisant. Cette tactique était juste. Mais Lévy et la droite du C.C. allemand qui était sous son influence, et aussi Radek, étaient contre. Ainsi dès le II^e Congrès (le premier était très peu nombreux) des divergences de principe se sont produites entre nous au sujet de l'attitude à prendre à l'égard de la droite et de la gauche syndicaliste.

Le deuxième dissentiment concerna le Parti communiste ouvrier après le Congrès. Nous nous sommes heurtés à ce sujet à plusieurs reprises.

Le troisième a eu pour matière la première lettre ouverte du C.C. allemand aux social-démocrates, écrite par Radek ; certains camarades, Boukharine et moi entre autres, étaient contre cette lettre, car ils craignaient que Lévy et les éléments soumis à son influence fissent de cette tactique, au lieu d'une stratégie révolutionnaire, ce qu'en effet ils en ont fait. L'intervention de Lénine remit les choses en place. Nous nous mîmes à surveiller Lévy encore plus attentivement. Par la suite Lénine reconnut que nous avions raison.

Le quatrième différend s'est produit sur la conférence des trois Internationales à Berlin. Vous vous rappelez sans doute que la position de Radek a été condamnée dans deux articles, un de Lénine, l'autre de moi. Radek avait transgressé les bornes du front unique, il avait commis la même erreur opportuniste qu'à présent.

Dites-moi, Clara Zetkin, si, en ce temps-là c'est l'Exécutif, c'est Lénine qui est allé avec Radek ou bien Radek avec l'Exécutif ? Radek a reconnu ses erreurs et il a cédé.

Notre cinquième divergence éclata au sujet de la question norvégienne. Nous avions envoyé Radek en Norvège et il s'était hâté de conclure un compromis « unanime », et qui ne valait rien, avec Tranmael. Dans ce cas, nous ne pouvions le désavouer publiquement, pour des motifs bien compréhensibles.

La sixième est venue de l'attitude prise par Radek à l'égard de la gauche allemande. Chacun sait parfaitement qu'entre Radek et moi une lutte sous le manteau se poursuit depuis longtemps. Radek adoptait en général la ligne de Brandler et appuyait, sauf de rares exceptions, les mesures que celui-ci prenait contre la gauche. Je n'ai pas toujours soutenu la gauche, car nous ne connaissions pas encore les nouveaux chefs et nous pensions que, peut-être, Radek les connaissait mieux que nous. Mais il est un point sur lequel je n'ai jamais eu aucun doute : c'est qu'à tout prix nous devions entrer en accord avec la gauche.

Septième divergence : le gouvernement ouvrier est-il, oui ou non, un pseudonyme de la dictature ? J'en parlerai plus loin.

Huitième divergence : le Congrès de Leipzig. Il s'agissait de la thèse du gouvernement ouvrier dans le cadre de la démocratie bourgeoise, thèse que je critiquais avec Boukharine et que Radek défendait.

Neuvième divergence : le programme fiscal, la confiscation des 51 %, etc. Nous étions contre, non que nous déclinions en général les revendications partielles, mais parce que nous sommes pour des revendications qui puissent intéresser les masses et non pour des revendications artificielles inventées dans le cabinet.

La dixième divergence est la plus importante. Pendant les journées de septembre et d'octobre 1923, nous n'avons pas été d'accord en tout. J'ai déjà raconté comment Radek s'est opposé à l'organisation de la Journée antifasciste. Mais ce n'est pas le principal. Plus grave est la position qu'il a prise à la conférence que nous avons tenue en septembre à Moscou avec les camarades allemands. Nous posions la question de la façon suivante : n'est-il pas temps de lancer, en Allemagne, le mot d'ordre des Soviets de Députés ouvriers ? Radek était contre et, malheureusement, les représentants de la gauche furent de son avis.

Thaelmann. — Pas tous.

En ce temps-là, la gauche aussi disait : les Comités d'usines suffisent, ce sont aussi des soviets. Nous y crûmes nous-mêmes, et nous nous dîmes que si la gauche cédait, il nous fallait céder aussi.

Si nous jetons maintenant un regard rétrospectif sur les événements, nous devons constater que tous ces dissentiments sont sur un seul et même plan. Le Congrès n'aura pas la naïveté de croire que l'Exécutif, cinq ans durant, a suivi Radek, puis, subitement, a fini par s'apercevoir de ses erreurs. C'est l'inverse qui est vrai. Le même phénomène s'est produit pour Zetkin. Je le regrette, mais je dois absolument le dire ici, Clara Zetkin s'est départie de la position de l'Exécutif. Il y a eu un moment où elle était solidaire avec nous, même sur la question qui est pour elle la plus litigieuse, la comédie parlementaire de Saxe.

Il déplait à Radek que j'appelle comédie parlementaire ce qui s'est passé en Saxe. Permettez que je m'y arrête. Au contraire de ce qu'il affirme, voici ce que j'ai écrit, au sujet de notre entrée dans le gouvernement, dans mes articles sur « Les problèmes de la Révolution allemande » :

« L'entrée des communistes allemands dans le gouvernement saxon n'a de sens que si elle est entourée des garanties les plus sûres, si l'appareil administratif sert la cause ouvrière, si des dizaines de milliers d'ouvriers s'armeront pour lutter contre le fascisme bavarois et allemand, si, non pas en paroles, mais en fait, commence le congédiement en masse des fonctionnaires bourgeois demeurés depuis Guillaume II, si des mesures économiques seront prises immédiatement pour insti-

tuer un régime révolutionnaire atteignant directement la bourgeoisie.

« Si le gouvernement saxon actuel sait s'y prendre, pour transformer la Saxe en un pays rouge qui devienne, au moins dans une certaine mesure, le point de concentration de toutes les forces prolétariennes révolutionnaires du pays, le prolétariat allemand le comprendra et le soutiendra. Si, par contre, l'inverse se produit, les communistes allemands devront profiter de tout l'épisode uniquement pour démontrer une fois de plus aux ouvriers l'inconsistance de la social-démocratie et la pourriture contre-révolutionnaire de ses chefs. Nous repoussons l'application du front unique comme moyen d'é luder les objectifs révolutionnaires. »

Voilà ce que j'écrivais au début de « l'expérience saxonne ». Quelques jours s'étaient à peine écoulés que déjà je me rendais parfaitement compte que la droite du Parti allemand était en train de transformer notre tactique en une comédie opportuniste.

Le 5 novembre 1923, j'ai proposé d'adresser au Parti allemand une lettre confidentielle disant que l'expérience saxonne dégénérerait en une comédie parlementaire. Nous n'avons pas à avoir honte de cette lettre. J'avais écrit le projet. La Commission de rédaction comprenait Korolov, Kuusinen et d'autres encore. Clara Zetkin participait activement à ses travaux et apporta plusieurs corrections de style et plusieurs amendements politiques. La lettre fut adoptée à l'unanimité. Est-ce l'Exécutif qui a suivi Zetkin ou bien Zetkin qui a suivi alors l'Exécutif ? C'est Zetkin qui a suivi l'Exécutif et c'était bien. Ce qui est mal, c'est que maintenant Zetkin ne veuille plus le suivre, bien que la situation soit beaucoup plus nette qu'en novembre. Ce qui est mal, c'est qu'elle ne marche plus maintenant avec nous, et cela par amitié, par camaraderie, par sentiment de solidarité, pour ne pas briser avec ceux qui ont abandonné la ligne de l'I. C. Elle avait eu la même attitude au III^e Congrès à l'égard de Lévy. L'amitié est louable, mais au point de vue dialectique cette qualité est une faute politique. Oui, la cordialité et la bonté que nous connaissons tous à Zetkin et que nous aimons tous en elle se muent en erreur politique.

Les côtés forts et faibles de Radek

Radek a parlé ici très gaiement, avec beaucoup de brio et de plaisir. C'est une prouesse héroïque, dans sa position.

Sérieusement parlant, l'histoire de l'Internationale Communiste au cours de ces cinq années si importantes, a été traversée par une lutte, qui n'a d'ailleurs pas été poursuivie jusqu'au bout. Il y a cinq ans, Radek se soumettait à l'Internationale Communiste et au C.C. russe, au lieu de forger des « oppositions ». Nous disions tous : nous connaissons notre Radek avec tous ses côtés faibles et forts. Son côté fort, c'est qu'il est un bon journaliste. Son côté faible, c'est qu'il voit toute la vie politique à travers des colonnes de journal. C'est un journaliste dont les articles sont prêts avant qu'il ait eu le temps de les penser. Il en est qui disent que sans cela il est impossible d'être un bon journaliste. J'ai lu dernièrement un article, de Maximilien Harden, je crois, sur la nature du journaliste : le type achevé du journaliste est celui qui réagit immédiatement quand l'événement n'a pas encore eu le temps de refroidir ;

après quoi seulement, c'est-à-dire après avoir écrit, il commence à penser. C'est en quoi consiste à la fois le côté faible et le côté fort de Radek. Il nous disait souvent : comment pouvez-vous mieux juger la situation saxonne que moi ? Chaque jour, je lis des dizaines de journaux saxons. Au sujet de Lénine, il disait à peu près de même : le « vieux » a du génie, mais comment peut-il s'y retrouver dans la politique mondiale sans lire tous les journaux et toutes les brochures ? Je suis loin d'être l'adversaire des journaux et des brochures. Mais il est assez naïf de tirer des conclusions définitives de cette seule lecture. Radek dit encore bien souvent : comment pouvez-vous le nier ? c'est imprimé dans les journaux. Comme si Radek ne savait pas comment se fabriquent les journaux bourgeois et social-démocrates. (Rires, applaudissements.)

Maintenant, permettez-moi de passer à cette fameuse révision des décisions du IV^e Congrès. Je me suis mal exprimé, en citant la phrase sur la coalition de tous les Partis ouvriers. Kreibich s'y est accroché : vous avez dit vous-mêmes la coalition de tous les Partis ouvriers, voilà la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier. Ma faute est de ne pas vous avoir lu les quatre lignes qui suivent :

« Les objectifs élémentaires du gouvernement ouvrier consistent à armer le prolétariat, à désarmer les organisations contre-révolutionnaires bourgeoises, à décréter le contrôle de la production, à faire peser le poids des impôts sur les classes possédantes et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. »

Maintenant, je citerai cette résolution plus en détail. Cela est indispensable, puisqu'on veut créer toute une légende de révision et de liquidation du front unique et du gouvernement ouvrier.

(A suivre.)

CAMARADES,

Demandez à la « Librairie de l'Humanité »,
120, rue Lafayette :

LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Projets présentés à la discussion du
5^e Congrès mondial

240 pages.....PRIX : 7 francs

LE LÉNINISME

THEORIQUE ET PRATIQUE

par

I. STALINE

100 pages.....PRIX : 2 francs

La Question agraire en France

Il y a une cinquantaine d'années, la France était encore un pays à base essentiellement agricole. En 1876, la population rurale comptait pour 67,6 % de la population totale. Mais le développement rapide de l'industrie, fortement accéléré par la victoire de l'impérialisme français, l'exode continu des travailleurs ruraux vers les villes, les pertes sévères subies par les paysans pendant la guerre, ont déplacé les bases de l'édifice social qui reposait auparavant sur la masse de la population agricole pour les reporter sur le terrain industriel, de sorte qu'à l'heure actuelle, la population rurale ne représente plus que 40,3 % de la population totale du pays.

Malgré son recul constant, l'élément paysan occupe encore une place importante, et le rôle qu'il est appelé à jouer, tant au point de vue social qu'au point de vue économique, est assez grand pour que le prolétariat révolutionnaire apporte une attention soutenue à sa situation, à son évolution et à son organisation.

Répartition de la population paysanne

D'après les derniers recensements, la population agricole active comprend 8.517.530 personnes, dont 5.279.475 hommes et 3.237.755 femmes. Elle peut, sous un autre rapport, se diviser en deux groupes bien distincts : groupe patronal et groupe ouvrier, dont les forces respectives sont les suivantes :

Patrons	5.219.464
Ouvriers	3.297.766

Cette supériorité numérique des patrons sur les ouvriers, que l'on ne retrouve dans aucune autre industrie, est due en grande partie au fait que les statistiques ont incorporé dans le groupe patronal environ 2 millions de propriétaires possesseurs de jardins ou de petites parcelles de terre, dont la superficie moyenne ne dépasse pas 0 hectare 58, qui, par conséquent, ne peuvent être considérés comme des patrons. En réalité, il y a à peu près équivalence entre les deux groupes.

Toujours d'après les statistiques, le groupe patronal peut se subdiviser en trois catégories, dont l'importance approximative est la suivante :

Gros propriétaires fonciers.....	148.000
Moyens paysans	745.000
Petits paysans	4.610.000

Ces chiffres semblent à première vue confirmer la légende très répandue, même dans les milieux ouvriers, que la France est un pays de petite propriété, où la terre appartient généralement à celui qui la travaille. La répartition du sol nous démontrera que si les petits paysans constituent l'écrasante majorité de la population agricole, il ne s'ensuit pas qu'ils possèdent la plus grande partie de la terre. La distribution de la propriété foncière est la suivante :

2.087.851 propriétaires possédant moins de 1 hectare se partagent ensemble.....	1.228.597 hectares ;
2.523.713 propriétaires possédant de 1 à 10 hectares se partagent ensemble...	11.559.342 hectares ;
745.862 propriétaires possédant de 10 à 40 hectares se partagent ensemble...	14.825.298 hectares ;

118.497 propriétaires possédant de 40 à 100 hectares, et	
29.451 propriétaires possédant au-dessus de 100 hectares se partagent ensemble	16.270.556 hectares.

Nous voyons en effet que les 4 millions et demi de petits paysans, c'est-à-dire les 83,78 % de la population agricole, ne possèdent que 12.879.000 hectares, soit 29,13 %, tandis que les 148.000 gros propriétaires fonciers, qui ne représentent que le 2,68 % de la population agricole, possèdent 16 millions 270.000 hectares, soit 37,07 % de la terre. Si l'on divise, d'autre part, l'ensemble des propriétaires en paysans cultivant eux-mêmes et en propriétaires fonciers non paysans, on constate que ces derniers possèdent 52 % de la terre contre 48 % aux paysans travailleurs.

Si l'on considère les gros propriétaires fonciers et une partie des paysans moyens comme des éléments réactionnaires, hostiles aux aspirations de la classe ouvrière, la question agraire se trouve posée au point de vue révolutionnaire sous ce double aspect et avec ces deux buts immédiats : en premier lieu, conquête des 3 millions d'ouvriers agricoles et forestiers ; ensuite, conquête ou neutralisation de la masse des petits paysans et de la catégorie des paysans moyens travaillant eux-mêmes la terre.

Dans la catégorie des ouvriers, il faut également compter les 585.000 fermiers et les 221.000 métayers qui ne possèdent pas de terre et, parmi les paysans, les 476.000 fermiers et 123.000 métayers, qui sont en même temps petits propriétaires.

Le paysan français et la guerre

Quelle a été l'influence de la guerre sur l'évolution de la crise agraire, sur la situation matérielle et sur la mentalité du paysan ?

La diminution progressive de la population rurale qui suivait avant-guerre un rythme à peu près régulier, a été fortement accélérée par la tuerie mondiale à laquelle les paysans ont payé une si lourde dîme : sur un total de 3 millions 586.000 travailleurs ruraux mobilisés, 673.000 ont été tués et environ 500.000 ont été mutilés trop gravement pour reprendre une place active à la terre.

Cette hécatombe de vies humaines a eu pour résultats : d'abord, de restreindre dans une large mesure les surfaces ensemencées en céréales qui, de 13.551.360 hectares en 1913, n'étaient plus que de 8.928.930 hectares en 1924, et d'être ainsi un des principaux facteurs de vie chère et ensuite de provoquer l'introduction à la campagne de la main-d'œuvre étrangère.

Mais, objectera-t-on, les pertes considérables subies par les paysans du fait de la guerre ont été compensées en partie par un accroissement des bénéfices provoqués par la hausse des denrées alimentaires.

Quoiqu'on ait exagéré quelque peu les bénéfices acquis pendant et après la guerre par le petit paysan — car c'est surtout la situation de celui-ci qui nous intéresse — il n'est pas niable que son sort s'est sensiblement amélioré. Non seulement il a réussi à se libérer en grande partie des 10 mil-

liards de *dettes hypothécaires* qui l'écrasèrent et à mettre quelques sous de côté, mais un certain nombre de fermiers et de métayers et quelques ouvriers agricoles ont pu acheter des parcelles de terre ou se rendre acquéreurs des propriétés sur lesquelles ils travaillaient. Mais les paysans sentent bien, en général, ce que cette amélioration, provoquée surtout par l'inflation fiduciaire, a de factice et d'illusoire par suite de la situation politique troublée et de la crise économique mondiale. L'intérêt qu'ils ont pris — dans les régions où ils ont été touchés — à la campagne entreprise par la C. G. T. U., lors de la dégringolade du franc, est un signe probant de leur inquiétude.

Mais c'est surtout sur leur *mentalité* que la guerre a influé d'une façon durable. La bourgeoisie s'est toujours ingénée, en vertu de cette formule qui lui avait jusqu'ici réussi : « diviser pour régner », à dresser les paysans contre les ouvriers et *vice versa* ; mais la guerre, qui les a rapprochés en les jetant pêle-mêle dans la boue et l'enfer des tranchées, en les attachant pour de longs mois à la même chaîne de misère, en leur imposant un commun et inutile sacrifice, leur a appris à mieux se connaître et se comprendre. Ayant acquis une solide haine contre la guerre, le paysan rescapé de la tourmente se rend aujourd'hui compte du rôle de dupe qu'il a joué, il comprend que ce n'est que par le renversement du capitalisme que seront abolis les germes de guerre et que, pour cela, il doit s'allier à l'ennemi mortel de la classe bourgeoise : au prolétariat révolutionnaire.

Cette haine de la guerre et des fauteurs de guerres peut devenir, entre les mains de la classe ouvrière, un puissant levier pour hâter le rapprochement avec les paysans et créer un bloc solide entre les exploités de la ville et ceux de la campagne. Sans ce bloc, tout mouvement révolutionnaire est impossible.

La dépopulation des campagnes et le programme agraire de la bourgeoisie

Depuis 1914, environ 400.000 *travailleurs ruraux* des deux sexes ont *déserté les campagnes* au profit des régions industrielles et des grandes villes ; ce chiffre venant s'ajouter aux pertes subies du fait de la guerre, porte à un minimum de 1 million 500.000 la *diminution de la population agricole* active pendant les dix dernières années.

Cette désertion est particulièrement rapide dans certaines régions pauvres de la montagne et dans le Sud-Ouest. Le président de l'Office de la main-d'œuvre agricole du Gers déclarait, au début de cette année : « Ces campagnes jadis fertiles se meurent. La dépopulation les tue. Il y a dans le département 50.000 *hectares en friches*, 2.500 *fermes à l'abandon*. Dans certains villages, on ne trouverait pas un charpentier pour clouer le cercueil des derniers survivants. » Les quelques mesures prises par les pouvoirs publics pour enrayer le mal sont restées complètement inefficaces, comme le constate E. Brousse, ancien ministre, dans le *Petit Journal agricole* du 8 juin dernier : « On a cru enrayer l'exode rural par la multiplication des voies de communication et des lignes de chemin de fer.

« Rien n'y fait, au contraire. Souvent le chemin terminé sert à faire monter la voiture de déménagements qui emporte les meubles du dernier habitant. Dans les hautes vallées pyrénéennes, la construction de voies ferrées électriques a favorisé plus qu'enrayé le mouvement irrésistible, la

ruée des montagnards vers la plaine et les grandes villes, encore plus sensible depuis la fin de la guerre. »

Ce mouvement, que rien ne paraît devoir arrêter, qui sape les bases de tout l'édifice social, n'est pas sans inquiéter la bourgeoisie aussi bien de droite que de gauche, qui sent bien que la concentration prolétarienne dans les villes constitue un danger redoutable pour le régime établi. Elle cherche donc, par tous les moyens, à retenir le paysan et l'ouvrier agricole à la campagne. Tout son programme peut se résumer dans cette phrase prononcée à la Chambre par J. Durand, aujourd'hui sénateur : « L'organisation sociale est telle qu'on ne peut retenir les agriculteurs au sol qu'en leur donnant la propriété. Il faut donner à l'ouvrier agricole le moyen de devenir fermier, il faut faciliter aux fermiers l'acquisition de propriétés rurales. »

Cette méthode d'accession à la propriété en deux étapes est reprise par Caziot dans son livre : « *La terre à la famille paysanne* », dans lequel il préconise le partage des grandes propriétés sur la base de l'exploitation familiale. Un domaine de 150 hectares, écrit-il, qui occupe 10 ouvriers serait divisé en 10 petites exploitations de 15 hectares chacune, exploitées par une famille.

En donnant, d'autre part, de grandes facilités aux ouvriers agricoles étrangers pour essayer de les attirer et de les fixer au sol, il espère résoudre la crise agraire qui se développe rapidement.

La bourgeoisie de gauche semble avoir adopté ce point de vue ; à la veille des dernières élections, un journal radical n'écrivait-il pas : « Tout l'effort républicain doit porter vers ce but : intéresser l'ouvrier agricole à sa tâche par la promesse d'un champ et d'une maison qu'il possèdera, faire luire au fermier, au métayer, la perspective de remplacer un jour son patron, non seulement dans l'exploitation qui est rémunératrice, mais dans la possession qui unit sa personnalité entière à l'emblavure, au pré, à la vigne, qu'elle féconde de sa sueur, en l'honorant de sa dignité (sic !) »

Ce que cette conception a d'utopique et d'irréalisable saute aux yeux des moins avertis. Alors que le progrès pousse à l'industrialisation de l'agriculture et au remembrement de la propriété qui permettront, avec des efforts moindres et une main-d'œuvre réduite, des rendements supérieurs, la bourgeoisie ne voit de solution que dans le retour à la petite exploitation impuissante et routinière.

La méthode préconisée ci-dessus enferme en outre ses auteurs dans ce dilemme : ou bien ils limiteront leur programme aux propriétés laissées incultes, et il sera inefficace pour résoudre la crise agraire, ou bien, pour permettre l'accession rapide des ouvriers agricoles, fermiers et métayers à la propriété, ils exproprieraient les gros propriétaires fonciers ; mais alors ils porteront un coup mortel au principe de la propriété, fondement de la société bourgeoise.

La société actuelle est incapable de résoudre la crise agraire. La crise agraire ne trouvera sa solution définitive que par l'avènement du communisme, qui assurera d'une part au paysan la jouissance gratuite de la terre, et qui, par la transformation des grandes propriétés foncières en coopératives de production, outillées pour la culture moderne, arrêtera la dépopulation des campagnes en assurant une vie stable et digne aux travailleurs ruraux.

J. CASTEL

Programme d'Action agraire

adopté au 4^e Congrès Mondial

(Indications pour l'application des thèses du 2^e Congrès sur la question agraire)

Nous reproduisons ci-dessous, à titre documentaire, le programme d'action agraire dressé par le IV^e Congrès Mondial. A côté de la tâche de la réorganisation du Parti sur la base des Cellules d'usines et de l'action coloniale, la question agraire est le problème le plus important dont notre Parti doit s'occuper.

De tous les pays de l'Europe occidentale la France est celui où la nécessité de la formation du Bloc ouvrier et paysan s'impose avec le plus de netteté.

LA REDACTION.

Les bases de nos rapports vis-à-vis des masses laborieuses de la campagne ont déjà été fixées dans les thèses agraires du 2^e Congrès. Dans la phase actuelle de l'offensive du Capital, la question agraire acquiert une importance primordiale. Le 4^e Congrès demande à tous les partis de s'efforcer de gagner les masses laborieuses de la campagne et établit pour ce travail les règles suivantes :

1. La grande masse du prolétariat agricole et des paysans pauvres qui ne possèdent pas assez de terre et sont obligés de travailler une partie de leur temps comme salariés, ou qui sont exploités d'une manière ou d'une autre par les propriétaires fonciers et les capitalistes, ne peut être libérée définitivement de son état actuel de servitude et de guerres inévitables dans le régime capitaliste que par une révolution mondiale, une révolution qui confisquera sans indemnité et mettra à la disposition des ouvriers la terre avec tous les moyens de production, et qui instaurera, à la place de l'Etat des propriétaires fonciers et des capitalistes, l'Etat Soviétiste des ouvriers et des paysans et préparera ainsi la voie au communisme.

2. Dans la lutte contre l'Etat des capitalistes et des propriétaires fonciers, les petits paysans et les petits fermiers sont les camarades de combat naturels du prolétariat industriel et agricole. Pour relier leur mouvement révolutionnaire à la lutte du prolétariat de la ville et de la campagne, la chute de l'Etat bourgeois est nécessaire, ainsi que la prise du pouvoir politique par le prolétariat industriel, l'expropriation des moyens de production ainsi que de la terre, et la suppression de la domination des agrariens et de la bourgeoisie à la campagne.

3. Afin de gagner à une neutralité bienveillante les paysans moyens et les ouvriers agricoles, ainsi que les paysans pauvres à la révolution, les paysans moyens doivent être arrachés à l'influence des paysans riches liés aux grands propriétaires fonciers. Ils doivent comprendre qu'ils doivent lutter avec le parti révolutionnaire du prolétariat, le Parti communiste, étant donné que leurs intérêts s'accordent non avec ceux des gros paysans riches, mais avec ceux du prolétariat. Pour arracher ces paysans à la direction des grands propriétaires fonciers et des paysans riches, il ne suffit pas d'établir un programme ou de faire de la propagande : le Parti communiste doit prouver

par une action continue qu'il est véritablement le parti de tous les opprimés.

4. C'est pourquoi le Parti communiste doit se mettre à la tête de toutes les luttes que les masses laborieuses de la campagne mènent contre les classes dominantes. Défendant les intérêts quotidiens de ces masses, le Parti communiste réunit les forces dispersées des travailleurs à la campagne, élève leur volonté combattive, soutient leur lutte en la faisant appuyer par le prolétariat industriel, et les mène dans la voie conduisant aux buts de la révolution. Cette lutte menée en commun avec les ouvriers industriels, le fait que les ouvriers industriels luttent sous la direction du Parti communiste pour les intérêts du prolétariat agricole et des paysans pauvres, convaincront ceux-ci que, premièrement, seul le Parti communiste les défend réellement, tandis que tous les autres partis, tant agraires que social-démocrates, malgré leurs phrases démagogiques, ne veulent que les tromper, et servent en réalité les intérêts des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, et, deuxièmement, que, sous le capitalisme, une amélioration véritable de la situation des ouvriers et des paysans pauvres est impossible.

5. Nos revendications concrètes doivent se conformer à l'état de dépendance et d'oppression dans lequel se trouvent les ouvriers, les petits et moyens paysans à l'égard des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, comme aussi à leurs intérêts réels.

Dans les pays coloniaux ayant une population paysanne opprimée, la lutte de libération nationale sera ou bien conduite par toute la population, comme c'est le cas par exemple en Turquie, et dans ce cas la lutte des paysans opprimés contre les grands propriétaires fonciers commence inévitablement après la victoire de la lutte de libération nationale, ou bien les seigneurs féodaux s'allient avec les impérialistes étrangers, comme c'est le cas par exemple dans l'Inde, et alors la lutte sociale des paysans opprimés concorde avec la lutte de libération nationale.

Dans les territoires où il reste encore de fortes survivances du féodalisme, où la révolution bourgeoise n'a pas été terminée et où des privilèges féodaux sont encore liés à la propriété foncière, ces privilèges doivent disparaître au cours de la lutte pour la possession de la terre, qui est ici d'une importance décisive.

6. Dans tous les pays où il existe un prolétariat agricole, cette couche sociale constitue le facteur le plus important du mouvement révolutionnaire à la campagne. Le Parti communiste soutient, organise, approfondit, contrairement aux social-démocrates qui poignent dans le dos le prolétariat agricole en lutte, toutes les luttes de ce prolétariat pour l'amélioration de sa situation politique, économique et sociale. Pour hâter la maturité révolutionnaire du prolétariat rural et l'éduquer pour la lutte en vue de la dictature du prolétariat qui, seule, peut le libérer définitivement

de l'exploitation dont il souffre, le Parti communiste soutient le prolétariat agricole dans sa lutte pour :

L'élévation du salaire réel, l'amélioration des conditions de travail, de logement et de culture ;

La liberté de réunion, d'association, de grève, de la presse, etc., pour obtenir au moins les mêmes droits que les ouvriers industriels ;

Journée de huit heures, assurance contre les accidents, assurance contre la vieillesse, interdiction du travail des enfants, construction d'écoles techniques, etc., et au moins extension de la législation sociale dont jouit actuellement le prolétariat.

7. Le Parti communiste luttera jusqu'au jour où les paysans seront définitivement libérés par la révolution sociale contre toutes les formes d'exploitation des petits et moyens paysans par le capitalisme, contre l'exploitation par les usuriers, qui jettent les paysans pauvres dans la servitude de l'endettement ; enfin, contre l'exploitation par le capital commercial, qui achète à bon marché les légers excédents de production des petits paysans et les revend à des prix élevés au prolétariat des villes.

Le Parti communiste lutte contre ce capital commercial parasitaire et pour la liaison immédiate des coopératives des petits paysans avec les coopératives de consommation du prolétariat industriel ; contre l'exploitation par le capital industriel, qui utilise son monopole pour élever artificiellement les prix des produits industriels ; pour la fourniture aux petits paysans de moyens de production (engrais artificiels, machines, etc.) à bon marché. Le conseils d'entreprises industrielles devront contribuer à cette lutte en établissant le contrôle des prix ;

Contre l'exploitation du monopole privé des compagnies de chemins de fer, comme cela existe surtout dans les pays anglo-saxons ;

Contre l'exploitation de l'Etat capitaliste, dont le système fiscal surcharge les petits paysans en faveur des grands propriétaires fonciers ; le Parti réclame l'exonération d'impôt pour les petits paysans.

8. Mais l'exploitation la plus grave dont souffrent les paysans pauvres dans les pays coloniaux provient de la propriété privée du sol des grands propriétaires fonciers. Pour pouvoir utiliser pleinement leurs forces de travail et surtout pour pouvoir vivre, les paysans pauvres sont obligés de travailler chez les grands propriétaires fonciers à des salaires de famine ou d'affermier ou d'acheter de la terre à des prix très élevés, par quoi une partie du salaire des petits paysans est accaparée par les grands propriétaires fonciers. L'absence de terres oblige les paysans pauvres à se soumettre à l'esclavage moyen-âgeux sous des formes modernes. C'est pourquoi le Parti communiste lutte pour la confiscation de la terre avec tout l'inventaire au profit de ceux qui la cultivent réellement. Jusqu'à ce que cela soit réalisé par la révolution prolétarienne, le Parti communiste soutient la lutte des paysans pauvres pour :

a) L'amélioration des conditions d'existence des métayers, par la réduction de la part qui revient aux propriétaires ;

b) La réduction des fermages pour les petits fermiers, la remise obligatoire d'une indemnité pour toutes les améliorations apportées à la terre par le fermier au cours du contrat de fermage, etc... Les syndicats des travailleurs agricoles dirigés par les communistes soutiendront les petits fermiers dans cette lutte et n'accepteront de faire

aucun travail dans les champs qui auront été enlevés aux petits fermiers par les propriétaires fonciers à cause de litiges se rapportant au fermage ;

c) La cession de terres, de bétail et de machines à tous les paysans pauvres dans des conditions permettant d'assurer leur gagne-pain, et non pas de parcelles de terre qui lient leurs propriétaires à la glèbe et les obligent à chercher du travail pour des salaires de famine chez des propriétaires ou paysans voisins, mais de quantité de terres suffisantes pour pouvoir employer toute l'activité des paysans. Dans cette question, il faudra avant tout tenir compte des intérêts des ouvriers agricoles.

9. Les classes dominantes essayent d'étouffer le caractère révolutionnaire du mouvement des paysans au moyen de réformes agraires bourgeoises, de répartitions de terres entre les éléments dirigeants de la classe paysanne. Elles ont réussi à provoquer un fléchissement temporaire du mouvement révolutionnaire à la campagne. Mais toute réforme agraire bourgeoise se heurte aux limites du capitalisme. La terre n'est donnée que contre indemnité et à des personnes qui sont déjà en possession de moyens de production. Une réforme agraire bourgeoise n'a absolument rien à offrir aux éléments prolétariens ou semi-prolétariens. Les conditions extrêmement sévères qui sont imposées aux paysans recevant de la terre lors d'une réforme agraire bourgeoise et qui par suite n'ont pas pour résultat d'améliorer véritablement leur situation, mais au contraire de les plonger dans l'esclavage de l'endettement, mènent inévitablement à une recrudescence du mouvement révolutionnaire et à une aggravation de l'antagonisme existant entre les petits et gros paysans de même qu'entre les ouvriers agricoles qui ne reçoivent pas de terre et perdent des occasions de travail par suite de la division des grandes propriétés.

Seule, une révolution prolétarienne pourra apporter la libération définitive des classes laborieuses de la campagne, révolution qui confisquera sans indemnité aucune la terre des grands propriétaires fonciers ainsi que tout l'inventaire, mais laissera intactes les terres cultivées par les paysans, délivrera ceux-ci de toutes charges, fermages, hypothèques, restrictions féodales qui pèsent sur eux, et soutiendra de toutes les façons les couches inférieures de la classe paysanne.

Les paysans qui cultivent la terre décideront eux-mêmes de la façon dont la terre enlevée aux grands propriétaires fonciers devra être exploitée. A ce sujet les thèses du II^e Congrès déclarent ce qui suit :

Pour les pays capitalistes les plus développés, l'Internationale Communiste croit qu'il est bon de maintenir le plus possible les grandes exploitations agraires et de les former sur le modèle des domaines soviétistes en Russie.

Il faudra également soutenir la création de l'exploitation collective (coopératives agraires, communautés agricoles). Le maintien des grandes exploitations agricoles sauvegarde les intérêts des couches révolutionnaires de la population paysanne, des ouvriers agricoles et des petits propriétaires semi-prolétariens qui sont obligés de gagner leur vie en travaillant une partie de leur temps dans les grandes exploitations agricoles. D'autre part, la nationalisation des grandes exploitations agricoles rend la population des villes, au moins en partie dans la question du ravitaillement, indépendante des paysans.

Là où existent encore des survivances du féodal-

lisme, des servitudes, ou le système du métayage, il peut être nécessaire, dans certaines circonstances, de remettre aux paysans une partie de la terre des grandes propriétés.

Dans les pays où les grandes exploitations agricoles ne jouent qu'un rôle relativement petit, et où par contre il existe une grande quantité de petits propriétaires paysans qui veulent conserver la terre, la répartition de la terre des grandes propriétés est le meilleur moyen de gagner les paysans à la révolution, tandis que le maintien des grandes exploitations n'est pas d'une importance primordiale pour le ravitaillement des villes.

Là où se produit une répartition des grandes propriétés entre les paysans, il faudra tenir compte en premier lieu des intérêts du prolétariat agricole.

Tous les communistes qui travaillent dans l'agriculture ou dans les entreprises industrielles liées à l'agriculture, sont tenus d'entrer dans les organisations des ouvriers agricoles, d'y grouper et de conduire les éléments révolutionnaires, en vue de transformer ces organisations en organes révolutionnaires. Là où il n'existe aucun syndicat, c'est le devoir des communistes de travailler à leur création. Dans les organisations jaunes, fascistes et contre-révolutionnaires, ils doivent

mener un travail d'éducation intense en vue de détruire ces organisations contre-révolutionnaires. Dans les grandes entreprises agricoles, ils doivent créer des conseils d'entreprise, en vue de la défense des intérêts ouvriers, du contrôle de la production et pour empêcher l'introduction du système d'exploitation extensive. Ils doivent appeler le prolétariat industriel au secours du prolétariat agricole en lutte et incorporer celui-ci dans le mouvement des conseils d'entreprises industrielles.

Etant donné l'importance formidable des paysans pauvres pour le mouvement révolutionnaire, c'est le devoir des communistes d'entrer dans les organisations des petits paysans (coopératives de production, de consommation et de crédit) pour les transformer, pour faire disparaître les antagonismes apparents d'intérêts entre les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, antagonismes grossis artificiellement par les propriétaires fonciers et les paysans riches, et relier étroitement l'action de ces organisations avec le mouvement du prolétariat rural et industriel.

Seule, la collaboration de toutes les forces révolutionnaires de la ville et de la campagne permettra d'opposer une résistance victorieuse à l'offensive du capitalisme et, passant de la défensive à l'offensive, d'obtenir la victoire finale.

LE BILAN DE LA FRANCE

Il est difficile, disait M. Bérenger, d'établir en 1922 le bilan de la France. Le rapporteur général du budget au Sénat ajoutait : « Non, il n'est pas tolérable qu'au 15 octobre 1922, quatre ans après la guerre, le ministère des Finances se déclare dans l'incapacité de fournir aux Commissions du Parlement ni au Parlement lui-même les chiffres exacts des recettes et des dépenses du pays. »

M. Sellier, l'ancien directeur du mouvement général des fonds pendant la guerre et jusqu'en 1921, disait, dans une conférence du 19 décembre 1921 : « Personne, si surprenant que cela puisse paraître, ne sait aujourd'hui ni le montant de nos dépenses et de nos recettes, ni celui de notre dette... Depuis sept ans, il n'y a plus ni comptes ministériels ni compte général des finances. »

Le 19 octobre 1922, le ministre des Finances lui-même écrivait : « Il importe d'observer que l'état actuel de centralisation des écritures publiques n'a pas permis de faire figurer dans ce tableau des chiffres comptables et que les renseignements fournis ne peuvent en conséquence donner qu'un ordre de grandeur des dépenses et des recettes réelles des années considérées (1919 à 1922 inclus). »

Rien n'était changé en 1924, puisque M. Jèze, professeur de sciences financières à la Faculté de Droit de Paris, dans un discours à la « Semaine Financière » en janvier, pouvait dire : « Une des causes de la dépréciation du franc, c'est le déficit formidable. C'est ensuite l'obscurité de nos finances. Ceux qui s'occupent des finances françaises n'y voient pas clair. » Comment, dans de telles conditions d'incertitude, dresser la situation des dettes et des créances de l'Etat ? Toutefois, M. Bérenger la présentait ainsi :

A. — LE PASSIF

Au 30 septembre 1922, le passif de la France s'établit ainsi :

1° Dette publique	
a) Dette intérieure :	
Dette perpétuelle	100.439 millions
Dette à terme.....	56.196 —
Dette flottante	94.318 —
Total	250.953 millions
b) Dette extérieure :	
Dette politique	72.330 millions
Dette commerciale ..	13.711 —
Total	86.041 millions
Total général de la Dette publique	336.994 millions

2° Intérêts de notre Dette politique extérieure non payés

Les intérêts de notre dette envers les Etats-Unis sont, au 30 septembre 1922 : 431.687.000 dollars, soit, au cours du change à cette date, 5.709 millions de francs.

3° La Dette des Réparations

Elle peut s'évaluer à..... 132 milliards

4° Liquidation des comptes spéciaux

Les sommes pour liquider les comptes spéciaux de guerre s'élèveraient, d'après les travaux de la Commission des Finances du Sénat, à 1.000 millions.

L'ensemble du passif se récapitule ainsi :

Dette publique	337 milliards
Intérêts de dette extérieure non payés	5 —
Dette des Réparations...	132 —
Liquidation des comptes spéciaux	1 —
Total	475 milliards

B. — L'ACTIF

Le montant de notre actif se compose de deux éléments :

1° Notre créance sur l'Allemagne, telle qu'elle a été fixée par l'accord de Londres du 5 mai 1921 et l'accord de Spa, soit 124 milliards

2° Nos créances politiques sur les gouvernements étrangers 15 —

Total.....	139 milliards
En résumé, un passif de.....	475 —
un actif de	139 —

Soit en moins 336 milliards

Il en est ainsi en admettant la situation la plus favorable, c'est-à-dire si l'Allemagne payait toute sa créance, ainsi que nos débiteurs étrangers. Mais ces créances sont les unes et les autres aléatoires. Ce bilan était établi au mois de septembre 1922

et s'est aggravé depuis. Nous avons emprunté, en 1923, 35 milliards en chiffres ronds, notre dette extérieure s'est accrue par le fait de la dépréciation du change, notre créance sur l'Allemagne va diminuer de valeur par suite de l'acceptation du plan des Experts ; environ 26 milliards de marks-or seront la part de la France, c'est-à-dire 60 milliards de francs seulement. La dette publique, telle que la chiffre M. Bérenger, ne comporte ni les emprunts de chemins de fer, ni les dettes départementales et communales, ni les intérêts accrus de notre dette extérieure non payés à l'Angleterre. C'est plutôt entre 450 et 600 milliards que s'élèverait la dette publique. De cet ensemble de correctifs, il en résulterait une aggravation de notre passif et une atténuation de notre actif.

Georges LEVY.

Le Dollar contre la Baïonnette

La France à la Conférence de Londres. — Herriot-la-Ruhr, continuateur de Poincaré. — La haute finance anglaise et américaine fait la loi à l'Europe.

(Ecrit avant la fin de la Conférence de Londres)

La Conférence de Londres ne peut se terminer que par la soumission complète de l'Allemagne — que point n'est besoin de consulter — et aussi de la France, la plus faible des puissances victorieuses. Pour le moment, celle-ci défend énergiquement ses intérêts.

La majorité de M. Herriot est relativement faible. Le Sénat, qui était à gauche de la Chambre au temps de M. Poincaré, est maintenant à la droite du bloc des gauches. La situation incertaine de M. Herriot l'incite à continuer, au moins sous une forme adoucie, la politique de son prédécesseur. L'influence du Comité des Forges et des militaires n'a pas décliné, fait décisif. Ces forces agissent dans la coulisse, ne renonçant à rien. Elles tendent à annihiler les efforts de la conférence de Londres ou à l'amener à des résultats qui rendraient possible, à l'avenir, un retour aux positions du passé. Comme tout représentant des classes moyennes, Herriot ne fait que céder ; ébranlé en son for intérieur, il ne veut pas se priver de la ressource d'un retour à la politique d'hier.

Les propositions des experts reposent sur la prévision d'un relèvement économique dont les alliés deviendraient les bénéficiaires. Et si ce relèvement ne se produit pas ? Si l'on ne parvient pas à tirer de l'Allemagne, chaque année, 2 à 5 milliards de mark-or ? La France peut-elle renoncer à prendre dans ces cas des « gages productifs » dans la Ruhr ? Et si les hobereaux et les industriels réactionnaires d'Allemagne emploient le répit obtenu pour s'armer ? La France peut-elle renoncer dans ce cas au droit d'agir isolément ? M. Herriot est tourmenté par ces doutes multiples et ils unissent en quelque sorte sa politique à celle de Poincaré.

La solution du problème des réparations proposée par les experts ne satisfait guère la France, devant laquelle continuent à se poser deux questions non moins graves que celle des réparations : celle des créances américaines et anglaises sur la France et celle des garanties, pour elle et pour

ses vassaux — la Pologne au premier rang, parmi ces derniers — de la conservation du butin de guerre. Si la France ne profite pas de la liquidation du problème des réparations pour obliger l'Angleterre à garantir, par un traité, le maintien des conquêtes françaises et polonaises, la Grande-Bretagne pourra à l'avenir se joindre à l'Allemagne.

L'intelligence de cette situation s'est exprimée dans les exigences de la diplomatie française avant la conférence de Londres. D'abord, refus d'évacuer la Ruhr. Attitude que le traité de Versailles ne saurait justifier : aucun article n'y prévoit de semblables initiatives de la part d'une puissance alliée agissant isolément. Attitude en contradiction avec les raisons mêmes de l'occupation de la Ruhr. M. Poincaré, en occupant la Ruhr, excipe uniquement de la nécessité de protéger une « commission d'ingénieurs » chargée de faire payer par la Ruhr ce que l'Allemagne ne payait pas. L'acceptation par l'Allemagne du plan des experts rend l'occupation injustifiable. Mais M. Herriot est justement un petit-bourgeois démocrate et pacifiste pour se passer des prétextes invoqués par l'impérialiste Poincaré.

La défense de l'occupation de la Ruhr aboutit à des exigences contraires à la doctrine fondamentale des experts. Ceux-ci, n'osant pas demander le retrait des troupes françaises de la Ruhr, ont posé en principe la non-intervention, en dehors des mesures énoncées dans leur plan, dans la vie économique de l'Allemagne. Donc : retour des chemins de fer de la Ruhr au Reich, retrait des cheminots français. Or, si les troupes françaises restent, il faut bien assurer leurs communications. Et M. Herriot pense laisser dans la Ruhr 300 cheminots français.

L'occupation militaire et la présence des cheminots dans la Ruhr, réservent à l'impérialisme français une base d'opération pour les cas d'échec du plan des experts ou déviements imprévus en Allemagne. Afin de s'assurer une transition indolore à la manière forte, la France exige pour la Commission des Réparations le droit de constater le manquement éventuel de l'Allemagne. La C. des R. se compose d'un Français, d'un Belge, d'un Anglais, d'un Italien. Lorsque les voix s'y partagent également — et le délégué belge vote de coutume avec le délégué français —

le vote du président — français — est décisif. L'entrée dans la C. des R. d'un délégué américain ayant voix consultative, n'y changerait rien.

La France s'est heurtée à Londres à la résistance la plus énergique de la finance anglaise et américaine. Sans l'appui des banques anglaises et américaines, déclare-t-elle, le plan des experts est inapplicable. Ces banques devraient, en effet, accorder bientôt au Reich un prêt de 200 millions de dollars et se charger du placement des obligations allemandes — industrielles et des chemins de fer — pour un montant de plusieurs milliards de mark-or. L'argent, elles doivent le demander au marché financier. Mais quel capitaliste anglais ou américain donnera ses écus sans avoir de garanties d'un paiement régulier des intérêts, auxquels il a droit ? Et comment l'Allemagne payerait-elle les intérêts de ces emprunts si sa vie économique restait à la merci d'une aventure militaire de la France ? Indéflexibles, les financiers britanniques et yankees présentent à la France leurs revendications comme celles mêmes du marché financier. La France a dernièrement essayé de se soustraire à la tutelle de Pierpont Morgan en négociant avec d'autres banques américaines. Mais les établissements financiers sur lesquels elle prétend s'appuyer — ce sont notamment la banque *Kuhn et Loeb* de New-York, la banque française *Lazare frères* et la banque londonienne *Montagu* — sont trop faibles pour financer les opérations. Aussi le deuxième stratagème de la Fran-

ce consiste-t-il à troquer ses prétentions dans la question des dettes interalliées contre un arrangement dans celles des garanties de sécurité.

Nous ne savons pas encore quelle sera l'issue de cette lutte. Elle éclaircit en tout cas la situation internationale. C'est la première fois dans l'histoire que l'hégémonie du capital financier s'affirme avec tant d'arrogante netteté. Il y va de la paix de l'Europe et du sort de millions d'hommes. Au dollar la décision ! L'ironie de l'histoire amène l'organe de la dynastie des Stinnes, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* (27 juillet) à se demander « que subsiste-t-il des idées pour lesquelles les hommes se sont entretelés pendant des années et s'accusent encore d'un crime ? Voltaire ne manquerait pas de dire aux adversaires : Vous avez tous également raison et vous parlez fort bien, mais c'est l'argent qui mène le monde. » Le journal des Stinnes s'en aperçoit, maintenant que le capital anglais et américain dicte au monde sa volonté ! Quand, pendant et après la guerre, les Stinnes eux-mêmes en faisaient autant dans leur propre pays, la dictature du capital financier s'appelait autrement. Elle s'appelait « défense nationale » et « reconstruction de l'économie nationale ». La Bourse internationale devient, dans la propagande contre la dictature du capital, une concurrente de l'Internationale Communiste. Félicitons-nous de voir notre tâche ainsi allégée.

K. RADEK.

La Question Nationale et la Guerre

La guerre de 1914-1918 s'est déroulée sous le signe de la « libération des nations opprimées ». L'idéologie dont les classes dirigeantes s'efforcent de voiler les causes véritables des guerres joue un rôle important dans tous les conflits armés. Lors de la campagne de Crimée, on faisait accroire aux paysans russes qu'ils se battaient pour la possession des clés du tombeau du Sauveur. Pour la solution des rapports internationaux, les idéologues du massacre de 1914-1918 ont servi aux masses populaires le mythe de la lutte pour la libération des peuples opprimés.

La guerre franco-allemande de 1870 marqua en Europe la fin du processus de constitution des Etats « nationaux ». Durant l'époque qui suivit et qui dura un demi-siècle, les Etats nationaux s'agrandirent de possessions coloniales. Ces possessions leur étaient nécessaires, car le marché national était devenu un champ d'action trop étroit pour le capitalisme, qui se développait avec une rapidité extraordinaire. Les temps où, selon l'expression de Bismarck, toute l'Afrique ne valait pas les os de deux grenadiers poméraniens, étaient passés ; une nouvelle période était venue où l'on se disputait les territoires coloniaux et où les Etats « nationaux » se transformaient en Etats de races et nationalités.

A la veille de la guerre, l'Europe Centrale était affligée d'une excroissance monstrueuse : l'Autriche-Hongrie, formée des lambeaux des nationalités slaves et renfermant dans son sein une douzaine de peuples. A côté d'elle, les Balkans, foyer de conflits nationaux et de guerres, d'où partaient par tout le continent des étincelles qui, à chaque instant, menaçaient d'allumer l'incendie dans toute l'Europe. Enfin, à l'autre extrémité de l'Europe, le puissant Empire britannique, nouvelle

Autriche-Hongrie de l'époque impérialiste, englobant un territoire de plus de 30 millions de kilomètres carrés, soit un peu moins du quart du globe terrestre. En Europe même, la question de l'Alsace-Lorraine était une perpétuelle pomme de discorde entre l'Allemagne et la France. Telle était, dans ses grands traits, la physionomie nationale de l'Europe, abstraction faite de la Russie où le tsarisme opprimait des dizaines de nationalités.

Quels changements la guerre a-t-elle apportés à la carte de l'Europe ? A-t-elle justifié l'attente de centaines de milliers d'hommes qui se sont sacrifiés sans murmurer sous Verdun, sous Prasnich, en Prusse Orientale, dans l'espoir que leur sang effacerait les frontières créées par l'injustice et que les masses laborieuses pourraient à l'avenir disposer de leur propre sort ? A-t-elle résolu une seule des questions nationales dont l'ensemble formait un véritable nœud gordien à la veille de 1914 ? Les dix années écoulées depuis les journées tragiques qui ont suivi le meurtre de Serajevo ont dévoilé la profondeur du précipice où l'Europe est actuellement en train de rouler.

La première conséquence de la guerre mondiale a été le morcellement politique et économique de l'immense territoire des anciens Empires centraux et la création, sur les débris de ces empires, de nouveaux Etats grâce auxquels l'Europe, du Rhin à la Béréstina, s'est trouvée balkanisée.

Dans son ouvrage : *L'Europe sans la paix*, le démocrate bourgeois italien Nitti apprécie ainsi la situation créée en Europe par le Traité de Versailles :

« Ce dont nous sommes témoins n'a pas d'exemple dans l'histoire. Depuis plusieurs siècles, aucun gouvernement européen ne s'était déshonoré par des crimes aussi insensés, aussi absurdes que

l'Entente victorieuse. Jamais aucun pays n'a commis, à l'heure de la victoire, un de ces actes criminels qui ont définitivement détruit l'autorité morale des vainqueurs actuels, lesquels, dans leurs déclarations, avaient affirmé qu'ils s'uniraient pour la défense des peuples. »

Il est à remarquer que ces lignes ont été écrites bien avant l'occupation de la Ruhr, au moment où la politique de Versailles n'avait pas encore porté tous ses fruits.

Avant la guerre, l'Autriche-Hongrie s'étendait sur un territoire de 675.000 kilomètres carrés, peuplé de 52 millions d'hommes, dont 24 millions en Autriche même. Sa défaite lui a fait perdre la Bohême, la Moravie, la Silésie, la Galicie, la Carniole, la Dalmatie, la Bukovine, une partie de la Styrie, de la Carinthie et du Tyrol, autrement dit un territoire de 220.000 kilomètres carrés avec 22 millions d'hommes. A la Hongrie, qui faisait partie de l'Empire austro-hongrois et s'étendait sur un territoire de 325.000 kilomètres carrés, peuplé de 21 millions d'hommes, on a enlevé la Slovaquie, la Russie des Carpathes, la Croatie, la Slavonie, la Transylvanie, le Banat, Fiume, soit un territoire de 234.000 kilomètres carrés avec une population de 18 millions d'hommes.

De l'Allemagne, on a détaché la Posnanie, la Haute-Silésie, le couloir de Dantzig, l'Alsace-Lorraine et, enfin, la Ruhr.

Ces territoires ont été soit annexés aux Etats déjà existants, qui pendant la guerre avaient soutenu l'Entente, soit constitués en nouveaux Etats, encore plus assujettis à l'Entente que les premiers. C'est ainsi que sont nées la Pologne et la Tchéco-Slovaquie. Il suffit de jeter un coup d'œil sur ces Etats pour se convaincre qu'ils englobent une multitude de peuples divers et que l'oppression nationale y revêt la forme la plus odieuse (*hakatisme* en Pologne, colonisation tchèque). Jamais, aux moments les plus aigus de la lutte nationale aux Balkans avant la guerre, les haines nationales n'ont atteint des proportions aussi fortes que dans la Pologne actuelle. Colonisation de régions entières au moyen de la violence, fermeture des écoles, des temples non catholiques, transmission aux anciens soldats polonais des terres enlevées à la population non polonaise : telles sont les méthodes par lesquelles l'Etat polonais résout le problème national. Jadis, le ministre tsariste Sipiaguine proposait, pour résoudre la question polonaise, de procéder à une transmigration en masse des Polonais en Russie et des Russes en Pologne. Ce projet ridicule n'eut même pas alors l'honneur d'être examiné dans les bureaux des ministères. Or, par leur système de « colonisation », la Pologne et la Tchéco-Slovaquie, entre autres, ressuscitent presque les méthodes de Sipiaguine. Dans les Balkans, la Turquie et la Grèce résolvent la question nationale en procédant à des échanges de population. C'est là la pire expression du nationalisme forcené, des contradictions insolubles dans lesquelles se débattent les Etats nationaux contemporains. Prenons, par exemple, la composition de la Pologne actuelle. Sur 30 millions, les Polonais ne représentent qu'une population de 15.800.000 ; le reste, soit 47 %, est composé d'Ukrainiens, de Juifs, d'Allemands, de Blancs-Russiens, etc. La Pologne actuelle, elle aussi, a son Irlande : la Galicie orientale, où les révoltes se succèdent sans interruption. Elle a tranché par la force la question de ses frontières avec l'Allemagne (Haute-Silésie) et avec la Lithuanie (expédition du général Jélikhovsky).

Instabilité des frontières actuelles et lutte in-

terrompue à cause de ces frontières, malgré tous les traités de paix : tel est le trait typique de l'Europe balkanisée. Cette lutte continuelle est caractérisée par l'apparition d'une série d'aventuriers internationaux, comme le général Jélikhovsky ou le héros de Fiume, d'Annunzio, que l'on ne rencontrait avant la guerre que dans les Balkans.

La Tchéco-Slovaquie est également divisée par des luttes nationales. Elle compte actuellement 13 millions et demi d'habitants, dont 6 millions, soit 44 % seulement, sont des Tchèques. On a incorporé à l'Etat tchèque des territoires peuplés de Slovaques qui représentent 15 % de la population de la Tchéco-Slovaquie, puis les régions des monts Sudètes, peuplées exclusivement d'Allemands, et où l'industrie charbonnière, métallurgique et verrière est extrêmement développée. Ainsi donc, pour devenir un Etat capitaliste typique et avoir son industrie à elle, la Tchéco-Slovaquie a dû s'annexer plus de 3 millions et demi d'Allemands, c'est-à-dire 27 % de sa population. Le traité de Saint-Germain (10 septembre 1919) a, en outre, attribué à la Tchéco-Slovaquie, la Russie des Carpathes avec ses 400.000 habitants. Le reste de la population non tchèque est formé par des Hongrois, des Polonais, des Juifs, etc.

L'Etat tchéco-slovaque est déchiré par des conflits intérieurs aigus. Nulle part les Tchèques ne sont aussi hais qu'en Slovaquie. La meilleure preuve en est l'accroissement de l'influence des partis de l'opposition slovaque. Ainsi, aux dernières élections des Conseils de municipalités, de cantons et de districts (septembre 1923), les partis de l'opposition ont réuni 915.000 voix contre 450.000 aux partis gouvernementaux, et cela malgré la falsification des élections et la terreur exercée par le gouvernement. Le coup porté à la politique nationale du gouvernement de Prague a été si fort que ce dernier ne s'est pas décidé jusqu'à présent à publier la statistique des élections.

Plus symptomatiques encore ont été les récentes élections dans la Russie des Carpathes, où, pour protester contre l'oppression inouïe de la population ruthène, les paysans ont donné la majorité de leurs voix au Parti communiste. Pour combattre le mouvement national, le gouvernement de Prague a édicté une loi d'après laquelle le droit de nationalité n'est accordé qu'à ceux qui demeurent depuis cinq ans dans la même localité et paient les impôts communaux. Grâce à cette loi, des groupes entiers de la population sont privés de leurs droits civiques et se trouvent en fait dans la même situation que les étrangers.

Les Balkans, où se déroulent maintenant les mêmes luttes nationales qu'avant la guerre, sont une véritable poudrière qui menace à chaque instant d'exploser et de détruire tout « l'équilibre » de l'époque d'après-guerre. La question la plus aiguë est, comme auparavant, la question macédoienne. La Macédoine, dont la population, depuis des dizaines d'années, lutte pour son indépendance, a subi une série de partages. Après la guerre de 1912, elle a été partagée entre la Serbie et la Grèce. Actuellement, elle est divisée entre la Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie. La vallée du Vardar, qui coule en Macédoine, est la route naturelle vers Salonique et la mer Egée ; or, ce port est l'objet des convoitises des bourgeois grecque, serbe et bulgare et peut à chaque instant fournir l'occasion d'un conflit armé. Avec un acharnement aveugle, le gouvernement yougoslave cherche à *serbiser* par la force la Macédoine. Il ferme les écoles macédoniennes, poursuit les intellectuels macédoniens, interdit

l'usage de la langue bulgare, inonde le pays de ses gendarmes et de ses espions qui représentent la partie la plus vénale et la plus corrompue de l'administration yougoslave. En même temps, il a recours à la force pour coloniser la Macédoine, où il enlève aux paysans bulgares et turcs leurs terres et leurs pâturages pour les donner à des Serbes. C'est ainsi qu'on assure le triomphe du principal national dans l'Etat yougoslave. Les procédés employés sont les mêmes dans la Thrace qui, durant la guerre mondiale et la dernière guerre gréco-turque, a été une pomme de discorde entre la Turquie, la Bulgarie et la Grèce. Une longue période de guerre a fait de ce pays, autrefois florissant, un monceau de ruines et a obligé la majeure partie de la population à émigrer.

Le mouvement des Slovènes et particulièrement des Croates contribue également à miner l'Etat yougoslave. L'acte du 1^{er} décembre 1918 a proclamé la « réunion » de la Serbie, de la Croatie et de la Slovénie en un Etat unique, tout en reconnaissant aux Croates et aux Slovènes certains droits à « l'autonomie ». Dans quelle mesure le gouvernement yougoslave a tenu ses promesses, on peut le voir, ne serait-ce que par la dernière visite à Moscou du chef du parti paysan croate, Stéphane Raditch. Jamais encore la population croate n'avait été soumise à de telles persécutions que maintenant. Que Raditch le veuille ou non, les masses rurales de Croatie seront obligées de prendre les armes pour se défendre contre la politique de violence des fascistes et des réactionnaires serbes qui, sous l'influence de l'émigration blanche russe, se sont mis à imiter les anciennes méthodes du tsarisme.

Actuellement, la Yougoslavie joue aux Balkans le rôle que jouait autrefois, sous Nicolas I^{er}, le tsarisme à l'égard du reste de l'Europe. La Yougoslavie est le gendarme des Balkans. Mais elle ne pourra s'acquitter longtemps de ce rôle, car, elle aussi, elle est minée par les divisions nationales. Elle compte aujourd'hui 11.850.000 habitants, dont 5 millions seulement, soit 42 %, sont Serbes ; le reste de la population est formé par les Croates (24 %), les Slovènes (8 0/0), les Macédoniens (5 %) ; les Allemands (5 %), les Hongrois, les Juifs, etc. Dans ces conditions, il ne sera pas exagéré de dire que la Yougoslavie est aux Balkans l'héritière directe de l'Autriche-Hongrie, dont politiquement elle aura fatalement le sort. Elle a à résoudre une foule de problèmes nationaux (Montenegro, Bosnie, Herzégovine, Macédoine, Croatie, Slovénie) ; elle aura à soutenir une lutte contre l'Italie pour la domination sur l'Adriatique, pour la possession de Fiume, de la Dalmatie, de l'Albanie. *Chacun des pays de l'Europe a maintenant, après la guerre, un problème d'Alsace-Lorraine à résoudre.*

Comme la Yougoslavie, un autre rapace des Balkans, la Roumanie, a accru considérablement sa superficie aux dépens de l'Autriche-Hongrie. Les traités de Saint-Germain et de Trianon lui ont attribué environ 17 % de l'ancien territoire austro-hongrois. Avant la guerre, la Roumanie avait un territoire de 138.000 kilomètres carrés, peuplé de 8 millions d'habitants. Par ses rapines, sanctionnées ou non par les traités de paix, elle a acquis la Dobroudja, la Transylvanie, la Bukovine, la Bessarabie, une partie des territoires hongrois, de sorte qu'elle est sortie de la guerre avec un territoire et une population doublés (304.000 kilomètres carrés, 17 millions d'habitants). Actuellement, elle renferme environ 10 % de Hongrois, plus de 5 %

d'Allemands, autant de Juifs et environ 5 % d'Ukrainiens, sans compter les autres petites nationalités. Les procédés employés par l'oligarchie roumaine pour maintenir sous sa dépendance ces populations annexées de force sont assez connus, de sorte qu'il est inutile d'en parler. Mais, comme en Pologne, l'antisémitisme a atteint en Roumanie des proportions extraordinaires.

Avant la guerre, l'antisémitisme, avec ses massacres, était en quelque sorte le monopole de la Russie tsariste. Après la guerre de 1914-1918, qui a libéré les classes dominantes de tous les préjugés et conventions démocratiques et éveillé un nationalisme féroce et effréné, l'antisémitisme, en tant que programme, et les pogroms, en tant que moyen pratique de solution de la question nationale, ont commencé à acquérir de plus en plus droit de cité en Europe. La lutte contre la population juive au moyen de pogroms figure ouvertement ou secrètement au programme de toutes les ligues et organisations fascistes qui se sont constituées au cours de ces dernières années. On constate un *développement sans précédent de l'antisémitisme en Allemagne, en France, en Pologne, en Yougoslavie, en Roumanie et dans les autres pays*. Tel est un des résultats de la grande guerre « libératrice ».

Parmi les autres indices du chaos et de la désorganisation de l'Europe d'après-guerre, il convient de signaler les processus qui commencent à se développer dans le puissant Empire colonial de la Grande-Bretagne. L'Empire britannique, où 46 millions d'Anglo-Saxons possèdent 400 millions d'esclaves coloniaux, est l'Etat le plus typique de l'ère impérialiste contemporaine. Le développement rapide du capitalisme dans les colonies anglaises posera infailliblement, et dans un avenir rapproché, la question de la dislocation du plus puissant empire colonial du globe. Ces processus ne sont pas encore très évidents, ce ne sont encore que des forces souterraines qui minent peu à peu l'empire anglais. Mais des symptômes alarmants apparaissent déjà. Les colonies anglaises manifestent de plus en plus une tendance à s'affranchir du protectorat économique onéreux de la métropole. L'exemple du Canada, de plus en plus entraîné dans l'orbite économique de l'Amérique et réclamant de plus en plus énergiquement son indépendance complète, est extrêmement instructif. Au moment où nous écrivons ces lignes, les journaux annoncent, à propos de la Conférence de Londres, que le Canada exige du gouvernement anglais une représentation spéciale à la conférence. Ce n'est là qu'un des épisodes de la lutte que les puissantes colonies d'outre-mer de la Grande-Bretagne commencent à mener contre l'impérialisme anglais. Les conférences d'Empire convoquées avant l'avènement de Mac Donald au pouvoir ont montré avec évidence les tendances décentralisatrices des colonies anglaises. Or, quelles conséquences aura pour le monde la dislocation de l'Empire britannique, quelle exacerbation des conflits nationaux, quelles collisions armées elle provoquera dans le monde, il n'est pas difficile de le prévoir.

Le nœud coulant des contradictions internationales et des luttes nationales se resserre de plus en plus autour du cou des travailleurs. La guerre de 1914 n'a été que le prélude de guerres encore plus affreuses par leurs proportions et leurs conséquences. Le prolétariat a maintenant entre ses mains son sort et celui des générations futures. Soyons sur nos gardes !

D. MANOUILSKY.

Pour l'Unité Syndicale Internationale

Les causes et les responsables de la scission. Notre mot d'ordre : fusion des deux Internationales syndicales

Le mouvement ouvrier a traversé de nombreuses crises. La scission nationale et internationale constitue l'une des plus graves. Ces origines remontent à la guerre, c'est-à-dire au moment où les dirigeants des partis socialistes et des syndicats lièrent le sort des organisations ouvrières à celui du capital de leurs patries. Ce devait être le point de départ d'une longue lutte intestine dans la classe ouvrière.

Quatre années de guerre et six années de paix ont ouvert les yeux aux masses prolétariennes sur la cause de leur faiblesse. L'expérience a montré que plus les partis et les syndicats avaient été modérés envers la bourgeoisie et plus leurs leaders mettaient d'ardeur à défendre la société capitaliste et à diviser la classe ouvrière de plus en plus débilitee en présence de la bourgeoisie nationale et internationale. L'histoire des dix dernières années est celle de la chute des partis socialistes et des syndicats réformistes, celle aussi du lent relèvement du prolétariat grâce à la formation des Partis communistes et des syndicats rouges. *La scission des partis politiques, la sortie de tous les éléments révolutionnaires sains des vieux partis, était une condition préalable de la fin de la crise.*

La formation des Partis communistes commença partout — excepté en Russie — en même temps que les hostilités et se précisa internationalement par la fondation de l'Internationale Communiste. Tandis que le mouvement ouvrier politique posait catégoriquement devant tous les révolutionnaires le problème de la formation rapide de Partis communistes, les intérêts du travail exigeaient le maintien à tout prix de l'unité du mouvement syndical, au sein duquel il fallait combattre pour un programme et une tactique révolutionnaires. Aucune contradiction n'existait dans l'attitude des ouvriers révolutionnaires qui scindaient les partis social-démocrates pour fonder les organisations communistes et défendaient cependant résolument, parfois contre des communistes même, l'unité syndicale. Le caractère différent du parti et des syndicats détermine les communistes à y adopter des attitudes différentes dans la poursuite d'une fin unique : la conquête des masses.

Mais, demandera-t-on, si l'Internationale Communiste s'est toujours opposée à la scission du mouvement syndical pourquoi avons-nous fondé l'I.S.R. ?

L'I.S.R. s'est fondée après que la F.S.I. d'Amsterdam eut lié sa destinée à celle de la Société des Nations, après que la F.S.I. d'Amsterdam se fût attachée, avec les représentants des grandes organisations patronales à éteindre le mouvement ouvrier révolutionnaire, après que la F.S.I. d'Amsterdam eut commencé ses violentes campagnes contre la révolution russe et la III^e Internationale.

Au début de 1920 un sourd mécontentement se manifestait déjà dans tous les pays. Il fallait rassembler autour d'un foyer idéologique et d'un

centre d'organisation les énergies révolutionnaires disséminées dans le mouvement syndical ; il fallait initier la lutte contre le réformisme démoralisant. L'I.S.R. se fonda. — Dès lors l'I.S.R. se prononçait nettement contre la scission des syndicats. En veut-on des preuves ?

1. L'I.S.R. a condamné la désertion des syndicats.

2. L'I.S.R. a proposé à Amsterdam de reconstituer l'unité du mouvement syndical en France et en Tchécoslovaquie.

3. Tous les congrès de l'I.S.R. ont recommandé aux syndicats révolutionnaires l'adhésion aux Fédérations Internationales d'Industrie.

4. L'I.S.R. a déclaré, à maintes reprises, que ses Comités Internationaux de Propagande disparaîtraient aussitôt que les syndicats révolutionnaires seraient admis dans les Fédérations Internationales d'Industrie.

5. A son II^e congrès l'I.S.R. a adopté le mot d'ordre du front unique. Depuis, elle n'a pas cessé de renouveler à la F.S.I. d'Amsterdam des propositions d'action commune.

6. Au congrès international de la Paix à La Haye l'I.S.R. a proposé à Amsterdam le front unique contre la guerre. De même après l'occupation de la Ruhr, avant et après la conférence de Francfort.

7. L'I.S.R. a toujours conçu le front unique dans le mouvement syndical comme un premier pas vers l'unité d'organisation.

8. Toutes les fois que se sont manifestées, dans l'I.C. et dans l'I.S.R. des tendances à la scission des syndicats, l'I.S.R. les a combattues avec la plus grande énergie.

Tous ces faits sont connus. En défendant l'unité, l'I.S.R. n'est mue que par le souci de la plus grande capacité de résistance de la classe ouvrière en butte à l'offensive du capital.

Quelles ont été les réponses d'Amsterdam et des organisations réformistes à nos multiples démarches ? Des campagnes haineuses et l'exclusion des communistes des syndicats. Si l'I.S.R. avait obéi aux mêmes mobiles que les dirigeants d'Amsterdam, c'est-à-dire au désir de se débarrasser des adversaires gênants, la scission serait aujourd'hui complète et achevée. Mais l'I.S.R. ne s'est jamais inspirée du sentiment personnel des militants. L'I.S.R. n'a jamais perdu de vue les nécessités de la lutte de classe. Grâce à quoi elle est restée, en dépit de toutes les provocations, sur ses positions : *contre la scission, pour l'unité.*

Son 3^e congrès a tiré les déductions logiques d'une bataille pour l'unité qui a duré quatre années environ. Les circonstances nous sont devenues plus favorables malgré la volonté de scission, accrue, que l'on observe dans les milieux réformistes. C'est que la conscience de la nécessité de l'unité a gagné les majorités prolétariennes. Ce fait se reflète même, quoique bien déformé, dans les cervelles de nombreux dirigeants d'Amster-

dam. Le mouvement ouvrier anglais s'est ébranlé, en connexion avec la politique du gouvernement travailliste. L'heure vient de mener à bonne fin notre action obstinée pour l'unité du mouvement syndical international. Telle a été la conclusion du 3^e congrès de l'I.S.R. qui a lancé le mot d'ordre de la fusion des deux internationales syndicales par un Congrès international d'unité.

Ainsi, le 3^e Congrès de l'I. S. R. a lancé le mot d'ordre de la fusion des deux Internationales syndicales par un Congrès d'unité. Nous devons le dire franchement : des divergences de vue se sont produites à ce sujet au Congrès de l'I. S. R. et de l'Internationale Communiste. Les adversaires de ce mot d'ordre n'avaient pas approfondi la tactique syndicale de l'I. C. et de l'I. S. R. La délégation allemande surtout se montra hostile à notre initiative, voyant dans la fusion des deux Internationales de l'opportunisme et même du menchevisme ! On se demande pourquoi les communistes, qui peuvent appartenir à des organisations nationales comprenant aussi des réformistes, ne pourraient pas avoir, internationalement, la même attitude. Des camarades allemands ont, sans s'en rendre compte, payé tribut aux tendances scissionnistes existant çà et là parmi les ouvriers de leur pays. Leurs craintes ne sont nullement justifiées. Notre volonté d'unité, nous devons la prouver par des actes ; la proposition d'un Congrès international d'unité montre que nous ne voulons ni faire des phrases, ni manœuvrer.

Le Conseil National du Parti communiste attendait à ce sujet une résolution où l'on trouve de tout, la clarté exceptée. Il y est dit que la fusion des deux Internationales syndicales doit s'accomplir sur le programme de l'I. S. R. Le génie est toujours simple, mais la simplicité n'est pas forcément géniale. Comprendre ainsi les décisions de l'I. C. et de l'I. S. R., c'est ne pas les comprendre. Ce serait l'idéal, évidemment, que le programme de l'I. S. R. fût celui de tout le mouvement ouvrier, mais il n'y aurait pas lieu, dans ce cas, de parler de fusion... Car nous proposons la fusion, la fondation d'une Internationale Syndicale Unitaire, bien que la moitié des travailleurs syndiqués n'admettent pas notre programme. Nous n'avons aucune crainte de prendre place, dans les organisations, à côté d'ouvriers ne reconnaissant pas notre programme. Notre programme, l'histoire le reconnaît et il finira bien par être celui de toute la classe ouvrière. La conscience de ces faits nous suffit pour que nous ne craignons pas de travailler pour nos idées dans une Internationale unifiée.

Notre proposition n'est pas non plus celle d'une poignée de dirigeants de l'I. S. R. parlant à une poignée de dirigeants réformistes. L'unité ouvrière est une trop grande chose pour être le résultat de combinaisons diplomatiques. Elle se réalisera si nous réussissons à y intéresser des millions d'ouvriers et seulement alors. Nous avons des camarades auxquels le réformisme cause une si grande peur qu'ils demandent avec inquiétude ce qui adviendra si notre proposition de convocation d'un Congrès de fusion est acceptée par Amsterdam ? — Ce qui arrivera ? Mais que nous en serons enchantés, puisque nous ne pensons qu'à réaliser l'unité.

— « Et si les révolutionnaires se trouvent en minorité au Congrès d'unité ? »

— Ils travailleront alors à conquérir la majorité et nous comptons bien qu'ils y arriveront. Nous sommes prêts à nous rendre à un Congrès

International Unitaire sans poser de conditions préalables. La proportion des forces à ce Congrès déterminera le caractère et le programme de la nouvelle Internationale Syndicale.

— « Et si Amsterdam pose des conditions préalables ? »

— Les négociations, si négociations il y a, montreront alors lesquelles des conditions posées par les deux parties sont acceptables pour les deux parties. Et la classe ouvrière jugera.

— « Et si Amsterdam refuse à négocier sur l'unité ? »

— Tant pis pour Amsterdam ! Nous ne renoncerons pas pour cela à servir la cause de l'unité. Les dirigeants d'Amsterdam n'ont pas voulu du front unique. Nous n'y avons cependant pas renoncé. Nous ferions de même.

Combattant pour l'unité, nous avons en vue les masses syndicales et ne comptons guère sur la bonne volonté ou l'humour des leaders. L'unité étant conforme aux aspirations des masses, nous devons mobiliser les masses contre ceux qui la sabotent. L'évidence est qu'elle reste menacée. On a vu, au Congrès de Vienne, la droite d'Amsterdam s'efforcer de s'en prémunir par des motions réalisant le maximum de confusion. Après Vienne, le Bureau de la F. S. I. d'Amsterdam a proposé au Conseil Central des Syndicats russes de négocier sur les bases des résolutions de Vienne. C'était trop attendre de la naïveté des Russes. Amsterdam voudrait poser à l'unité deux conditions préalables :

1^o Ne négocier avec les syndicats russes que l'adhésion de ceux-ci à la F. S. I. ;

2^o Ne négocier que sur les bases du programme et des statuts d'Amsterdam.

Il est naturel que la droite réformiste d'Amsterdam continue sa besogne de sabotage, qui dure déjà depuis plusieurs années. Rappelons-nous la correspondance échangée depuis deux ou trois ans entre Amsterdam et la Centrale des Syndicats russes. Les lettres qui viennent de s'y ajouter n'y ajoutent rien de neuf. A la proposition qu'on vient de lui refaire, le Conseil Central des Syndicats russes a invariablement répondu que, n'ayant pas participé à l'élaboration du programme et des statuts d'Amsterdam, il n'a pas de raison de les reconnaître.

Ce que l'on ne comprend guère, c'est la participation à ces manœuvres de la gauche d'Amsterdam. Ses représentants s'imaginent-ils réellement que c'est là le chemin le plus court vers l'unité syndicale ? Si tel est leur avis, ils ne tarderont pas à être bien déçus.

Certains dirigeants d'Amsterdam comptent évidemment dicter des conditions, oubliant que celles-ci dépendent de la proportion réelle des forces. Et la proportion réelle des forces, dans le mouvement syndical, est loin de ce que croient la droite et même la gauche d'Amsterdam. C'est pourquoi il faut conseiller à l'une et à l'autre de renoncer à l'illusion qu'elles peuvent imposer leur volonté au mouvement syndical révolutionnaire. Cette illusion ne saurait leur valoir que des mécomptes.

Comment s'explique cette politique de la F.S.I. d'Amsterdam ?

C'est qu'il y a là des hommes disposés à scinder la F.S.I. plutôt que de s'unir aux syndiqués révolutionnaires. Au Congrès international des mélanges, le délégué réformiste français a dit que si les russes étaient admis, les français sortiraient de la Fédération Internationale. Ceux qui se sont irrémédiablement attachés au char de la bourgeoisie, ceux qui font les basses besognes du bloc

des gauches, ceux qui sont à plat ventre devant M. Herriot, ceux-là préfèrent de toute évidence la scission à l'unité. Aussi faut-il, dans une large mesure, briser la volonté de scission et d'éparpillement des forces du prolétariat dont est animée une partie importante de l'Internationale d'Amsterdam.

On ne peut y arriver que si toutes les organisations révolutionnaires adhérentes à l'I.S.R., si tous les Partis communistes comprennent qu'il s'agit d'entreprendre une action persévérante et sérieuse pour l'unité syndicale internationale et non de manœuvrer ; qu'il s'agit non pas de jouer une partie d'échecs, mais de satisfaire les aspirations profondes des masses de travailleurs. L'unité ne peut pas résulter de pourparlers entre dirigeants de Moscou et d'Amsterdam. L'unité ne sera que le résultat d'une action systématique, opiniâtre, inlassable parmi les masses. Il faut que des millions d'ouvriers choisissent réellement entre la scission et l'unité.

Dans toute notre activité quotidienne pour les Comités d'Usines, pour la journée de 8 heures, pour l'organisation des non-syndiqués, pour la

création d'organes dirigeants de combat, parmi la jeunesse, parmi les femmes, contre les réparations et le plan Dawes, contre le militarisme, contre la politique coloniale, etc.) soulignons sans cesse que l'unité nationale et internationale du mouvement syndical est un de nos plus gros atouts. Certes si nous ne faisons qu'en parler — au lieu de faire intervenir l'action pour l'unité dans la réalité de chaque jour — nous ne bougerons pas d'un cran. Mais si tout notre travail quotidien se rattache à notre action unitaire, les résultats seront grands. Combien de temps nous faudra-t-il pour atteindre le but ? Peut-être beaucoup car nous avons affaire à des réformistes, ennemis mortels de la lutte des classes et du communisme, enclins à saboter désespérément l'unité nécessaire. Mais quelle que soit la somme des efforts exigés par la tâche, l'Internationale Communiste et l'Internationale des Syndicats Rouges reconstitueront, en dépit de tous les saboteurs réformistes, l'unité du mouvement syndical international !

A. LOSOVSKY.

La Situation du Parti Communiste en Espagne

Le Parti Communiste d'Espagne traverse aujourd'hui une période de grandissement dont l'étude est de la plus haute importance. Nous allons donner ici les traits principaux, les causes probables et le développement futur qu'on peut prévoir. Les camarades français et toute notre Internationale pourront ainsi se renseigner sur une de nos sections, à laquelle l'avenir réserve, malgré la faiblesse actuelle, un grand rôle dans la révolution de l'Occident européen.

Le retour de la délégation barcelonaise

L'événement le plus important pour notre mouvement prolétarien espagnol a été l'envoi de la délégation ouvrière barcelonaise au troisième Congrès de l'I.S.R. C'était la troisième représentation que les ouvriers catalans envoyaient dans la Russie révolutionnaire.

On se rappelle que le leader anarcho-sindicaliste Angel Pestana fut le premier envoyé au II^e Congrès de l'Internationale Communiste. Il ne comprit rien dans la Révolution, ni dans le marxisme révolutionnaire et après son retour en Espagne il se livra à la diffamation contre les communistes russes, telle que les anarchistes ont l'habitude de la faire.

La deuxième délégation envoyée par notre Confédération Générale du Travail (toujours dans les mains des anarchistes) au I^{er} Congrès de l'I.S.R. était formée par les camarades Andrés Nin, Hilario Arlandis, Joaquin Maurin, Jesus Ibanez et Gaston Leval. On connaît bien les résultats. Excepté Gaston Leval, qui suivit le dangereux chemin de Pestana, les quatre autres camarades sont aujourd'hui dans nos rangs et luttent avec nous pour l'avènement du Communisme.

Maintenant, la troisième délégation, Joaquin Maurin, resté à Barcelone, aidé par Arlandis, avait mené une lutte acharnée contre les anarchistes. Plusieurs grands syndicats, comme celui

de la Métallurgie et celui des Transports, se trouvaient déjà sous notre influence. Quand le troisième Congrès de l'I.S.R. fut convoqué, le camarade Maurin réussit à convaincre les camarades les plus en vue dans notre mouvement syndical de la nécessité d'envoyer une délégation à Moscou. Cinq camarades furent donc délégués, tous représentants des prolétaires barcelonais : les camarades Maurin, Grau, Jové, Vall et Trilles. Cette fois, il n'y a point de divergence entre les délégués. Ils reviennent pleins d'enthousiasme pour notre I.S.R. et pour notre I.C. Ils sont tous gagnés à la grande cause du communisme. Ce fait aura une influence décisive sur l'orientation politique du prolétariat catalan. Quelques jours après son arrivée, le camarade Manuel Vall a été arrêté et il est venu nous tenir compagnie dans cette prison cellulaire de Barcelone. Nous avons causé longuement et je peux affirmer qu'il est avec nous de tout son cœur.

Les quatre grandes régions où notre mouvement se développe

Madrid a été le berceau du Parti Communiste d'Espagne. La double scission dans le vieux Parti Socialiste donna naissance à notre Parti. Mais presque toutes les organisations syndicales, domiciliées dans la Maison du Peuple, restaient attachées au Parti Socialiste et sous l'influence et la direction des chefs réformistes. Il faut tenir compte de la constitution sociale et économique de Madrid, où le prolétariat industriel n'est pas assez nombreux pour que se constitue un véritable mouvement de classe, au sens nettement révolutionnaire. Madrid a fourni au communisme une jeunesse courageuse de théoriciens et de marxistes, mais n'a pas encore gagné les larges masses ouvrières.

Après Madrid, c'est Bilbao, la grande ville du Nord de l'Espagne, avec son grand nombre de hauts fourneaux et sa puissante industrie sidé-

urgique, la région où notre mouvement s'est développé le plus rapidement, et avec cette différence qu'à Bilbao ce sont les masses et presque tous les syndicats qui sont avec les communistes. On a chassé les réformistes de la Maison du Peuple. Ici, notre vaillant camarade Oscar Pérez Solís a mené la lutte avec courage et décision. C'est la région où notre force est aujourd'hui très solide et s'affermi et s'accroît tous les jours.

La troisième région favorable au communisme sont les Asturies, avec les nombreuses mines, surtout mines de charbon. Le camarade Isidoro Acevedo, vieux socialiste venu dans nos rangs, est le leader de nos camarades. La lutte contre les socialistes, qui ont la majorité, y est encore difficile.

La quatrième région, enfin, c'est la Catalogne. Quoiqu'elle vienne à notre mouvement avec quelque retard, au point de vue chronologique, il est à croire que son développement communiste dépassera bientôt de beaucoup celui des autres régions. C'est le siège de la Confédération, aujourd'hui réduite à l'émiettement le plus tragique. Dans cette région, l'hebdomadaire *La Batalla*, dirigée par Joaquín Maurin, avec la collaboration d'Arlandis, a fait une excellente préparation idéologique pour le Parti. En résumé : Madrid, Bilbao, les Asturies et Barcelone, voilà le quadrilatère des forces communistes en Espagne. Etant donné les forces industrielles de Barcelone et l'importance de la ville, il est facile à prévoir tout le rôle qu'y jouera le mouvement communiste. Ce sera le Léninegrad de l'Espagne.

Notre Parti communiste devant l'illégalité de fait

La répression en Espagne, tout en gardant l'apparence de la légalité, s'exerce brutalement. Nulle interdiction légale ; on respecte notre presse — tout en incarcérant nos rédacteurs. On n'interdit pas les réunions — mais on arrête ceux qui y participent. A la prison de Barcelone sont enfermés, outre l'auteur de cet article, arrêté à la sortie d'une conférence, Arlandis Domingo Benedi et Angel Punarega, arrêtés dans un restaurant ; il y a encore Vall, de retour de Moscou, et d'autres prisonniers politiques, au nombre de cinquante. Toute cette répression, toutes ces arrestations, opérées au moment où notre Parti a besoin de toutes les forces pour sa consolidation définitive, nous nuit évidemment énormément ; mais elles ont ceci de bon qu'elles éloignent de nous tous les éléments hésitants et faibles et ne nous amènent que des camarades consciencieux et dévoués. Ainsi, nous comptons dans nos rangs un grand nombre de militants éprouvés qui lutteront dans les conditions les plus difficiles.

La presse ouvrière en Espagne

Outre le vieux quotidien *El Socialista* de Madrid, qui traîne sa misérable existence, les ouvriers socialistes lisant la grande presse bourgeoise, il n'y a, comme presse ouvrière, que deux hebdomadaires : la *Antorcha*, à Madrid, organe de notre Comité Central, et « *La Batalla* », à Barcelone. La presse anarchiste a presque disparu. Quelque petit hebdomadaire dans un village qui ne compte pour rien. Notre Comité Central veut transformer la *Antorcha* en un quotidien sous la direction du camarade Juan Andrade, très estimé dans le Parti.

La question syndicale

C'est sur les débris de la Confédération du Travail que nous allons fonder notre propagande syndicale, en réorganisant les syndicats de Barcelone. Bien sûr que nous rencontrerons des difficultés de toute sorte, mais nous les surmonterons. Nous ne cesserons de démasquer les chefs réformistes qui, d'ailleurs, facilitent notre tâche par leur lâcheté et par leur soumission sous la bourgeoisie. Le mot d'ordre de l'unité syndicale reste le pivot de notre action. Après Bilbao, nous convoquerons Madrid et les Asturies.

Un double courant : Les théoriciens de Madrid et les masses prolétariennes de Barcelone

A la base de notre Parti se dessinent deux courants, se complétant réciproquement.

D'un côté, nous voyons les camarades de Madrid, excellents marxistes, mais devant travailler dans un milieu un peu hostile au Communisme à cause de la vieille tradition social-démocrate qui y règne. Malgré que nos camarades, tels que Gracia Quejido, un des plus prestigieux, Andrade, César R. Gonzalez et d'autres déploieront toutes leurs forces, les masses madrilènes resteront encore longtemps sous l'emprise du vieux Pablo Iglesias.

A Barcelone, par contre, il n'y a jamais eu de mouvement socialiste et les dirigeants du prolétariat dans les syndicats n'ont jamais rien connu dans les questions de l'économie et de la lutte politique des classes. Tout ce qu'ils connaissent, c'étaient les banalités des brochures anarchistes imprégnées d'un individualisme idiot.

Aujourd'hui, le prolétariat barcelonais se dégage de ces vieilles traditions pour venir au marxisme révolutionnaire. Parmi ces masses, il faut répandre de la bonne littérature révolutionnaire, pour que se fasse l'éducation théorique qui leur a toujours fait défaut.

Nos camarades du mouvement madrilène et la classe ouvrière barcelonaise gagneront beaucoup à se mettre en contact ; les intérêts du Parti et son avenir l'exigent impérieusement.

R. MERINO GRACIA.

Barcelone (Prison cellulaire), le 12 août 1924.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

Sur la Guerre Impérialiste de 1914

SOUVENIRS

A la veille d'une guerre vraisemblablement très prochaine, je voudrais évoquer ici quelques souvenirs sur la guerre impérialiste commencée en août 1914 et qui, sous une autre forme, continue dans la Ruhr et ailleurs.

Le 4 août fut l'effondrement de toutes les illusions. Le grand magasin que constituait la 2^e internationale s'écroula avec tout son stock de produits et de denrées sophistiqués. Aux socialistes parlementaires se joignirent les syndicalistes « révolutionnaires » dans le reniement et l'opprobre. La *Bataille Syndicaliste* ne se différençia guère de l'*Humanité*, puisque aussi bien, sans hésitation, les deux « patrons », Renaudel et Jouhaux, se rangèrent au premier rang des jusqu'aboutistes. Chez les anarchistes et les insurrectionnels, Jean Grave et Gustave Hervé ne furent pas de reste et proclamèrent la nécessité de l'union sacrée et de la victoire.

L'attitude du Parti socialiste ne m'étonnait point. Ayant jadis adhéré à ce parti, après six mois je l'avais quitté, écœuré par son opportunisme et sa bureaucratie. La disparition tragique de Jaurès me frappa, mais, je l'avoue sans phrases, après réflexion, je ne la regrettais pas. Au moins, pensais-je, ce grand bourgeois venu au socialisme, sincèrement désireux d'une transformation sociale, mais patriote et réformiste sans nul doute, aurait, par sa conviction, son talent et son enthousiasme, renforcé le courant du chauvinisme.

Je fus plus sensible à la trahison du chef du syndicalisme. Dans la suite, confrontant de plus près les doctrines marxiste et syndicaliste, je compris cette lamentable abdication, imputable au premier chef à l'idéologie confuse et retardataire qui imprégnait le mouvement syndicaliste français.

La rencontre de Marcel Martinet sur la place Saint-Michel me causa la première joie. Il était demeuré l'ami du prolétariat et l'internationaliste que j'avais connu, et il m'apprit que Monatte et Rosmer ne donnaient pas dans le chauvinisme. Martinet me mit en contact avec le groupe de la *Vie Ouvrière*. J'assistai aux réunions du quai Jemmappes. J'y vis Guy Tourette et Merrheim — lequel, effrayé des responsabilités, devait trahir plus tard, lui aussi. J'y vis Trotsky, Martov et Lapinsky, de qui le marxisme choquait quelque peu l'idéalisme et les tendances au démocratisme que l'on trouvait communément chez les militants de la *Vie Ouvrière*. Mais, tout de même, nous étions quelques-uns à former front contre la guerre et à nous informer sur le courant ouvrier et antiguerrier international !

Un soir, j'emmenai Raymond Lefebvre, que j'avais rencontré, dès les premiers jours de la guerre, chez Guy de la Batut et qui, pour des raisons de conscience, s'opposait à la guerre et faisait, à la caserne, dans le métro, dans la rue, partout, une violente campagne antiguerrière et antimilitariste. Son point de vue était plutôt religieux, et ce n'est que lentement, très lentement, qu'il accepta le matérialisme historique et les principes du marxisme.

Ayant reçu le premier et fameux article de Romain Rolland : *Au-dessus de la mêlée*, paru dans

le *Journal de Genève*, je le propageai. Ecrivain bourgeois et réputé, Romain Rolland faisait ce que n'avaient osé les socialistes ni les syndicalistes. Sans doute, il n'était pas révolutionnaire, et son internationalisme n'était pas sans mélange ; mais, encore une fois, que l'on compare son attitude à celle des Thomas et des Longuet, des Jouhaux et des Marie !

Dans l'*Union des Métaux*, qui fut en somme le premier en date des organes d'opposition ouvrière, on publiait les articles de Romain Rolland en même temps qu'on y reproduisait les articles des journaux italiens et anglais. Je me rappelle comment plus tard Lénine suivait avec attention la campagne de Romain Rolland. Il assista même à une conférence que je fis sur ce dernier à la section d'éducation du Parti socialiste suisse, à Zurich. Plus tard encore, il me demanda d'amener Romain Rolland à Berne, à la petite réunion dont j'ai parlé dans mon livre consacré à Vladimir Illitch, et où l'on approuva le départ des bolcheviks par l'Allemagne.

Romain Rolland, avec qui j'avais repris ma correspondance suspendue par la guerre, me renseignait sur le mouvement pacifiste et révolutionnaire en Allemagne. Par lettre, il me mit aussi en relations avec Gomez de Fabian, socialiste espagnol demeuré internationaliste conséquent, et qui habitait dans un pauvre hôtel de la rue du Croissant. Le premier article que je pus écrire contre la guerre parut dans un petit journal de Barcelone, *Justicia Internationale*, par l'intermédiaire de Fabian. J'avais tenté sans succès de faire passer quelque chose dans la *Bataille Syndicaliste*, qui, grâce aux efforts de Fernand Després, consentit à publier seulement ma « Lettre ouverte à Romain Rolland ». Quelques semaines après, je faisais, à la « Ghilde des Forgerons », une conférence sur « Romain Rolland ». C'était tout ce qu'on pouvait se permettre comme action contre la guerre dans la 3^e République.

Aussi, lorsqu'après avoir été mobilisé trois semaines en Bretagne, à Châtelaudren, je fus réformé et rendu à la vie civile, je quittai la France, dont l'atmosphère devenait irrespirable. On ne savait rien, et la censure, chaque jour, augmentait sa sévérité. Il n'était même plus possible d'acheter les journaux de la Suisse allemande. Je fus un jour houspillé dans le métro et dénoncé parce que je lisais la socialiste *Berner Tagwacht* de Berne et la très bourgeoise *National Zeitung* de Bâle ! Sur l'intervention de Romain Rolland, je fus appelé à l'« Agence Internationale des Prisonniers de guerre » en qualité de secrétaire de la section civile. Je partis joyeux, possédant encore quelques illusions sur la démocratie suisse, sur la neutralité et autres choses !

Huit jours après mon arrivée à Genève, j'abandonnais complètement le reste de mes préjugés. A la Croix-Rouge, où travaillait l'« élite » de Genève, passait un courant extraordinairement germanophile et jusqu'aboutiste. On lacérait couramment les lettres venant de l'Allemagne. On mangeait du boche sans relâche.

Seul, le brave docteur Ferrières, chef de la section civile, tâchait de réagir contre ces mœurs. Mais le président de la Croix-Rouge, Gustave

Ador, représentant-type de la bourgeoisie de la Suisse romande, chevalier de la Légion d'honneur et francophile fiéffé, à la manière des pasteurs de Calvinopolis, dissimulait à peine ses sentiments sous des patenôtres et des prêches « neutres ». Dès l'intervention de l'Amérique aux côtés des puissances de l'Entente, l'équilibre suisse se modifia : ce monsieur Ador, cher au *Temps*, devint président de la Confédération Helvétique.

Je fis une conférence sur Romain Rolland, qu'un éditeur se décida de publier ensuite en brochure. Depuis ma venue en Suisse, j'avais dessein de publier un organe destiné à combattre l'esprit belliciste, les manifestations chauvines et le social-patriotisme. Cet éditeur accepta de faire paraître des cahiers mensuels sous le titre que je choisis : *Demain* (janvier 1916). La première partie du périodique comprenait des articles d'écrivains opposés à la guerre ; la seconde était une analyse du mouvement pacifiste et ouvrier international, tout particulièrement du mouvement zimmerwaldien.

En avril 1916, je participais à la Conférence de Kienthal. C'est là que je fis la connaissance de Lénine, de Zinoviev et de Radek. A Genève, j'avais revu Martov et noué des relations avec divers émigrés révolutionnaires russes de toutes nuances. Dans mon livre sur Lénine et au cours de divers articles, j'ai dit l'attitude de Vladimir Ilitch à Kienthal et comment je fus conquis au léninisme. A Kienthal se rencontraient les tendances les plus diverses et les plus opposées du socialisme international. Parmi les Russes, le vieux compagnon de Martov, Axelrod, francophile et germanophile à peine déguisé, Angélica Balabanova, qui prétendait n'appartenir à aucune fraction, donnait son appui inconditionné au menchevisme le plus modéré, et déjà commençait à me mettre en garde contre Lénine. Dans un autre écrit plus développé que ces lignes, j'aurai l'occasion de lui consacrer un chapitre. Etant tenu à moins de réserves qu'à l'époque où je rédigeais mon *Lénine* (elle n'avait pas été encore exclue du Parti), je conterai des choses bien drôles et prouvant l'énorme faculté d'intrigues de cette femme que Lénine appelait volontiers « notre pleureuse » et « notre scandaliste professionnelle » !

Les Français présents à la Conférence de Kienthal, les trois « pèlerins », n'impressionnèrent guère l'ensemble des délégués. Le plus conséquent des trois et à la fois le plus sympathique, était Alexandre Blanc. Raffin-Dugens faisait preuve de bonne volonté, mais son bagage marxiste était bien rudimentaire. Quant à Brizon, on a rarement vu pareil paillassé. Les Italiens, pourtant très à droite, sauf Serrati, s'en moquèrent et forgèrent le mot : « brizonner », qui signifiait sans plus : être idiot à la manière de Brizon ! « Dites à Guillaume, disait Brizon à son « vieil » ami Hoffmann, dites à Guillaume qu'il nous rende l'Alsace-Lorraine ; nous lui donnerons volontiers Madagascar. » Radek l'appelait ironiquement le « Liebknecht français ».

Quant aux Allemands, chacun d'eux représentait une tendance bien caractérisée. Les extrêmes gauchers étaient Paul Fröhlich, qui devait plus tard rédiger l'*Arbeiter Politik* de Brême, et Willy Münzenberg (celui-ci, réfugié en Suisse, donna une vive impulsion à la Jeunesse socialiste internationale), Adolf Hoffmann, qui plaisait à Brizon à cause de sa chevelure et de sa barbiche argentée, rappelant Rochefort, buvait force café et répandait les miettes de sa blague. Ernst Meyer, que les social-patriotes avaient expulsé du *Vorwärts*,

polémiquait à la fois avec Fröhlich, Hoffmann et Fleissner. A la fin de la conférence, Brizon critiqua vivement Robert Grimm, affirmant que ça manquait de femme et d'absinthe ! Il ne pardonna jamais à Fritz Platten d'avoir dansé avec une femme de chambre alsacienne qu'il voulait emmener en France !

Revenu à Genève, je donnai un vigoureux coup de barre à gauche à la revue, au grand émoi de l'éditeur avec qui je me querellai souvent et qu'effrayai de plus en plus les chroniques de la deuxième partie de *Demain*.

Le Parti socialiste suisse ayant accepté le programme de Zimmerwald et de Kienthal, je me fis inscrire à la section de Genève, au groupe de Plainpalais. A la même époque, Sokolnikov donna également son adhésion. Avec lui et quelques ouvriers métallurgistes genevois, je commençai la lutte contre la forteresse du social-patriotisme suisse. Le « leader » en était le citoyen Jean Sigg, conseiller national et, avant la guerre, correspondant de l'*Humanité*. Depuis longtemps, Sigg n'avait rien de commun avec le socialisme. En compagnie de son ami, le « professeur » Edgard Milhaud, et du romancier pornographe Willy, cyniquement il assistait aux banquets qu'au Kursaal de Genève et ailleurs on offrait généreusement aux propagandistes et agents français.

Nous fondâmes un « groupe socialiste international », qui compta parmi ses adhérents Olga Ravitch et Paul Levy, et bientôt nous réussîmes à mettre sur pied un bel domadaire : la *Nouvelle Internationale*. Grâce à nous, la « Jeunesse socialiste » se situait à l'extrême gauche. Aussi, après quelques mois de lutte et après des scènes mémorables, plus humoristiques qu'épiques, nous avions la majorité à Genève, y acculant ainsi les social-patriotes à la scission.

Au bout d'une année de publication, l'éditeur genevois renonçait à assumer la charge matérielle de *Demain*. Aussi bien, parmi mes proches, on me donnait chaque jour des avertissements. Les amis de Paris et ceux de Suisse m'assuraient de leur appui et me reconfortaient, mais me priaient de modérer mon léninisme. « Attention ! N'allez pas trop loin ! » A peu près seuls, Olga Ravitch et Karpinsky — tous deux vieux bolcheviks — Sokolnikov et Manouïlsky, qui représentaient la gauche du « Nache Slovo », groupe constitué par Trotsky, ne faisaient aucune réserve. Angélica Balabanova plaignait mes mauvaises fréquentations et l'écrivait aux amis de Paris. Je demeurai en contact autant que possible avec ceux-ci. La censure se faisait féroce, mais il ne se passait pas de semaine que je ne visse Marguerite Rosmer ou Lucie Colliard, qui m'apportaient des gerbes d'informations et de documents — en particulier sur le mouvement et les Congrès du Parti socialiste. D'où la colère des soldats minoritaires, les Longuet et les Mayéras. Dans un article intitulé : « A ceux qui sont en Suisse », et publié dans le *Populaire*, Boris Souvarine nous reprochait à Lénine et à moi. (Il nous mettait dans le même sac) d'être au-dessus de la mêlée !

Sur ces entrefaites éclata la Révolution russe. Sur le voyage de Lénine par l'Allemagne, la séance secrète de Berne à laquelle assista Lorient, je me suis abondamment expliqué ailleurs. Ce que je veux répéter ici, c'est que Lénine n'a jamais oublié ceux qui, aux heures difficiles, le secondèrent modestement et approuvèrent sa position, ses intentions et son programme.

Au départ, Zinoviev me chargea d'être le correspondant de la *Pravda*, fonction dont je m'acquittai jusqu'à mon expulsion de Suisse.

D'autre part, je travaillai à reprendre la publication de la revue *Demain* ; j'y réussis en mai 1917, et *Demain*, depuis son douzième jusqu'au trentième numéro, fut un organe strictement bolcheviste. Parfois effrayé, Romain Rolland me demandait d'écrire un article pour déclarer que tous les collaborateurs n'étaient pas bolchevistes. Le cercle de lecteurs se transformait et se renouvelait. Les abonnés bourgeois se raréfiaient ; par contre, le nombre des abonnés ouvriers chaque jour augmentait. C'était bon signe. Des agents français me faisaient discrètement des offres d'argent, afin que je suspendisse la publication de la revue ou, en tous cas, afin que j'en modérasse le ton. Après la révolution d'Octobre, en outre de la revue, je publiai une série d'ouvrages de Lénine, de Trotsky, de Boukharine, etc. La presse suisse, et en particulier celle de Genève, réclamait la suppression de *Demain*. Les meetings que nous organisions à la mairie de Plainpalais devant des milliers d'ouvriers, et où nous dénoncions les buts impérialistes de la guerre, le caractère criminel du social-patriotisme et du social-pacifisme, et où nous propagions Zimmerwald et le bolchevisme, mettaient en rage journaux et agents. En France, Daudet, Bérenger, Aulard, auxquels se joignaient les social-traitres, ainsi que MM. Longuet et Mayéras, me traitaient de « défaitiste », d'« aventurier », d'« agent allemand », d'« anarchiste », etc., etc.

Prostitué à l'Entente, le gouvernement suisse me fit arrêter. A la prison de Saint-Antoine, je fus traité comme un bandit : ni promenade, ni lecture, ni visite. Durant le temps de ma détention, il fut interdit à mon avocat de m'approcher et d'étudier mon dossier. Libéré, j'allai me reposer quelques semaines auprès du lac de Thoun, où habitaient Berzine, le représentant plénipotentiaire de la Russie soviétiste en Suisse, Jean Zalkind et le Hollandais Hermann Gortler. Malgré son travail colossal, Lénine s'intéressait à mes efforts. Je reçus plusieurs fois des messages de Vladimir Ilitch, notamment une lettre manuscrite par laquelle il me donnait ses encouragements. La « démocratie » suisse, qui m'a confisqué tout un manuscrit de Lénine, hélas ! m'a obligé à détruire cette correspondance, ainsi que d'autres documents ayant une grande valeur historique.

La Révolution allemande fit éclater la grève générale en Suisse. Sur la demande du gouvernement français, la légation russe fut expulsée *manu militari*, et je fus arrêté pour la seconde fois. Ce qui s'ensuivit, je l'ai narré ailleurs. Après avoir connu les principaux « palaces » suisses, je veux dire les prisons de Genève, Berne, Bâle et la forteresse de Savatan, je réussis enfin, en mars 1919, à gagner Moscou, après un voyage aventureux, et à participer à la constitution de l'Internationale Communiste.

Henri GUILBEAUX.

DIX ANS APRÈS

L'impuissance des Intellectuels

Les intellectuels devant la guerre impérialiste

Le canon de 1914-18 a tué bien des illusions. J'en veux rappeler une pour la constater morte. Celle du pouvoir des intellectuels et de la culture.

Des gens s'attardent encore, en cet anniversaire, à la recherche de responsabilités infinitésimales. Ce ne serait pas absolument inutile s'ils cherchaient avec bonne foi. Car le système — ce qu'on appelle « l'ordre » capitaliste — n'a agi qu'en faisant mouvoir des hommes. Et ces hommes, chefs d'industrie, ploutocrates impérialistes, gouvernants, intellectuels, sont des responsables.

Par quelle singulière faveur le crime des uns est-il oublié de ceux-là même qui flétrissent celui des autres ? Pourquoi n'a-t-on nommé, à l'occasion de l'anniversaire sanglant, dans aucun appel au souvenir et à l'action, à côté des financiers, des ministres, des monarques, des généraux, des leaders ouvriers — tous assassins — les intellectuels ?

Il y avait pourtant, avant la tuerie, cette illusion que la culture intellectuelle constituait un « patrimoine humain » international, dont les intellectuels étaient les gardiens ; que le pouvoir de l'esprit ne s'arrêtait point aux frontières ; que l'« indépendance de l'Esprit » purifiait une élite de « bons ouvriers » de la complicité des crimes sociaux les plus répugnants. Cette illusion morte n'a-t-elle pas tenté de renaître au lendemain de la guerre, lorsque se groupaient autour de Romain

Rolland les signataires d'une *Déclaration de l'Indépendance de l'Esprit* ?

Si la responsabilité morale est proportionnée au degré de développement de la conscience, celle des intellectuels n'est-elle pas la plus grande ?

Rien ne s'est accompli sans eux. Toute trahison est la leur. Toute abdication devant la force des armes impérialistes, la bêtise, la bestialité est la leur. Des savants ont inventé les gaz toxiques. Des juristes ont justifié l'emploi, comme celui des troupes de couleur, comme toutes les atrocités. Des lettrés ont rédigé le communiqué, tenu les ciseaux de la censure, prononcé les réquisitoires des Conseils de guerre, empoisonné l'intelligence des peuples. Des intellectuels allemands ont signé, en août 1914, le manifeste des 93. Des intellectuels français ont proscrit Wagner et la science boche, marqué du signe de la bête apocalyptique la race teutonne. Il s'en est trouvé dans tous les pays pour commettre, au service de haines intéressées à la prosaïque conquête de marchés coloniaux, les pires forfaitures scientifiques. Rappelez-vous ce qu'on a écrit des deux côtés des tranchées sur la forme spécifique du crâne de l'ennemi.

Faillite du christianisme, du pacifisme, du socialisme, de l'anarchisme : c'est toujours le reniement des intellectuels. La trahison du mouvement ouvrier par la 2^e Internationale fut essentiellement le fait des intellectuels opportunistes, qui consti-

tuaient la caste dirigeante du socialisme d'avant-guerre. Le wilsonisme, escamotage d'une possibilité de révolution sociale et avortement de la paix, fut inventé par des intellectuels. Autre variété de gaz toxique ! La Révolution russe — la vraie — à son aurore fut mitraillée et diffamée par les intellectuels. La majorité des grands noms des sciences et des lettres russes la condamnèrent. Le haut mandarinat des Sorbonnes et d'Oxford l'anathématisa encore. Bertrand Russel et Romain Rolland blâment, dans la quiétude de leurs cabinets de travail, la dictature sans laquelle la Commune russe serait morte de la même mort que l'autre...

Un fascicule de la revue *Europe* (15 juillet) — qui est bien, je crois, la revue française la plus avancée (1) — m'a rappelé ces choses.

Albert Crémieux (*Après dix ans*) y déplore la carence des intellectuels d'Europe devant l'histoire. « Nous aurions voulu, pour ce cap de dix années, présenter... une commémoration précieuse et une libre confession. » — « Ce projet n'a pu prendre corps. La plupart de ceux que nous avions présentés ont fini par se dérober... » Il ne pouvait pas en être autrement. Et G. Duhamel, seul, y formule, « sans crainte et sans témérité », son jugement sur la guerre. — Cette carence a une signification sociale bien précieuse. Ce jugement « un seul est symbolique.

« L'objet actuel de mes réflexions, écrit Duhamel, est le suivant : l'esprit peut-il remettre sa cause à la violence ? »

« Je ne le crois plus. » — « L'esprit opère sur un plan, la force armée sur un autre. L'esprit a ses instruments, ses victoires. En s'associant à la violence, il se renie et il déçoit. »

L'énormité de telles phrases, doucement alignées au temps des tranchées, des blocus, des famines, des insurgés collés au mur du plan Dawes, est si grande qu'elle n'apparaît pas tout de suite. L'esprit, l'esprit ? Quel esprit ? L'esprit de quoi ? L'esprit désincarné de quels hommes de chair ? Des pauvres ou des riches ?

Ce n'est qu'un Mot. Un Mot menteur. Il n'y a pas d'esprit désincarné. Il n'y a sur la terre que des hommes qui peinent pour vivre et d'autres qui vivent de la peine d'autrui. Il n'y a d'esprit que celui de ces hommes. La culture des idées n'est accessible qu'à ceux qui ont des loisirs, une éducation appropriée, des connaissances que l'on n'acquiert qu'à prix d'argent : à ceux qui, de façon ou d'autre, bénéficient de l'exploitation de foules de travailleurs vouées à l'ignorance et à l'inconscience.

La guerre n'a pas été le forfait de la violence contre l'esprit. La guerre n'a été qu'une phase — d'ailleurs normale ainsi que l'attestent la permanence des armements et l'état de « guerre latente » qui a suivi la conclusion de la paix — de la vie d'une société fondée sur l'exploitation d'une classe par une autre. Dans cette société, toutes les armes, y compris celles de l'esprit, sont aux mains de possédants, employées contre les travailleurs, et la violence ne se sépare jamais de l'esprit. L'éducateur participe au dressage du citoyen au même titre que le sous-officier. Le philosophe pacifiste prépare la guerre non moins efficacement que le chimiste d'un état-major. L'un pétrit les cerveaux des hommes qui seront des soldats, L'autre condense pour eux de la mort dans des grenades qui ressemblent à des jouets.

(1) *Clarté* n'est pas une revue avancée ; c'est une revue révolutionnaire. — V. S.

L'homme de l'usine, s'il ne veut pas recommencer l'expérience des tranchées, doit se mêler du philosophe et apprendre l'usage des grenades. Pour lui, « l'esprit et la violence » n'opèrent que sur un seul plan : celui de l'ordre de mobilisation. Ce plan-là n'a rien de métaphysique. Le profil noir d'un poteau d'exécution lui confère un aspect parfaitement concret.

« Je n'entreprends pas de pacifier le monde. Je veux me pacifier moi-même », écrit encore Duhamel. « Je me refuse à considérer la guerre comme un conflit de races, de doctrines ou d'intérêts économiques. La guerre est une affaire entre moi et moi. Limitant et élargissant le problème, je n'ai plus qu'un dessein : refuser à la guerre en toute circonstance mon assentiment et ma collaboration. »

Solution noble à souhait, malgré ce refrain légèrement agaçant : *moi, moi, moi*. Garder très précieusement la pureté de sa conscience d'écrivain, pendant que l'on presse, affame, emprisonne, déporte, mitraille de par le vaste monde toutes les races, pour des intérêts économiques masqués de doctrines qui ne trompent plus personne...

Je me hâte de l'ajouter : je ne doute pas de la sincérité profonde de ce grand écrivain. Je n'oublie pas non plus les révoltes courageuses — quoique tellement incomplètes ! — de quelques intellectuels contre la guerre. Sincérité des élans voués à une totale impuissance, courage individuel — au reste rarissime — dépensé en pure perte, généreuses révoltes condamnées à servir la cause même qu'elles voudraient combattre...

Au moyen âge, la science était, disait-on, la servante de la théologie. Au temps présent — âge des ploutocraties — la culture est la servante de la Bourgeoisie. Toute pensée — *en dehors de celle du prolétariat* — s'exerce, quels que soient ses détours, à justifier et à perpétuer la domination du capital sur le travail. Les idéologies « d'opposition » les plus hardies en apparence, produit de la culture des classes dirigeantes, ne sont en définitive que les expédients les plus ingénieux de l'instinct de conservation de ces classes...

Par leur sensibilité, par les formes mêmes de leur pensée, par leur érudition, par leur amour d'une culture dont ils sont les captifs privilégiés, par leur situation matérielle et morale dans le régime capitaliste, les intellectuels sont, à des titres multiples, prisonniers du vieux monde. L'évasion — nous en connaissons de beaux exemples — leur est possible, mais infiniment difficile.

C'est pourquoi, dans ces dix dernières années de guerre et de révolution, ils ont failli à tout ce que les meilleurs d'entre eux croyaient être leur mission. Le monde ne sera pas transformé, la guerre ne sera pas tuée par les ingénieurs, les avocats, les éducateurs, les artistes ; mais le prolétariat les transformera, eux, en fondant, par la victoire de son esprit et de sa violence inséparables, la paix du monde.

Victor SERGE.

Le Gérant : VANDOPUTTE.



TRAVAIL LIBRE
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur